

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 29 - LUNDI 30 OCTOBRE 1977 - N° 546

Commission paritaire N° 56 942 - Tél : 636.73.76. 1,70 F

Sahara

TOUJOURS LA MENACE FRANÇAISE

Tandis que la campagne orchestrée par le pouvoir, contre le Front Polisario, se poursuit, la menace d'une intervention plus massive et plus directe de l'impérialisme français reste dangereusement à l'ordre du jour. Cette intervention ne serait que la suite logique d'une politique qui a consisté pour Giscard à armer depuis deux ans les régimes agresseurs du peuple sahraoui et à soutenir leurs ambitions, expansionnistes, notamment celles d'Hassan II tout en prétendant garder une certaine façade de «neutralité».

Si le principe d'une intervention est retenu, il n'en reste pas moins que sa mise en œuvre et la forme qu'elle peut prendre posent quelques problèmes à nos gouvernants : une présence militaire française directe, même limitée aux centres miniers en Mauritanie, pourrait marquer le début d'un engrenage qui aboutirait à un isolement de l'impérialisme français par les peuples d'Afrique et du monde entier, une agression contre l'Algérie, même par Maroc interposé, pouvant aboutir à une rupture avec le gouvernement d'Alger. Toute la presse bourgeoise de samedi notait : l'impérialisme français a des intérêts immédiats, mais il ne doit pas les privilégier dans une opération aventureuse qui risquerait de compromettre l'ensemble de sa politique africaine.

En recevant les émissaires des familles des Français disparus, le Front Polisario montre qu'il est prêt à discuter. C'est le gouvernement français qui, en niant l'existence du peuple sahraoui et en s'obstinant à mettre en cause l'Algérie, crée une situation de blocage dont il prend prétexte pour préparer une agression.

(Lire en page 8)

Prix

Anniversaire du plan Barre

Hausse la plus forte depuis 20 ans

En l'espace d'un an, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 14,1 %. C'est la plus forte augmentation enregistrée sur ce chapitre depuis vingt ans. Cette nouvelle tombe justement, alors que l'année écoulée entre deux indices (ceux de septembre 76 et septembre 77) correspond à la première année d'application du plan Barre.

Ainsi se révèle crûment ce que les travailleurs, il y a un an, avaient clairement senti, ce contre quoi ils étaient massivement descendus dans la rue le

7 octobre 1976 : les projets du premier ministre, qui prétendait juguler l'inflation, n'étaient en réalité rien d'autre que le blocage des salaires.

A cette baisse sans précédent du pouvoir d'achat, est venue se rajouter, comme on pouvait également le prévoir il y a un an, une montée en flèche du chômage, que cache très mal l'opération «trois cent mille emplois pour les jeunes» lancés à grand renfort de publicité par le gouvernement et le patronat.

Intolérable. Telle est, la situation que la bourgeoisie nous

fait aujourd'hui. Tel est le sentiment qui, est partagé depuis un an par les travailleurs. Après leur avoir fait espérer, durant cette année, que tout changerait enfin en 1978, après avoir brisé leurs luttes pour mieux favoriser une victoire électorale, les partis de la «gauche» montrent aujourd'hui, à l'occasion de leur querelle, que la situation des masses était en réalité le cadet de leurs soucis.

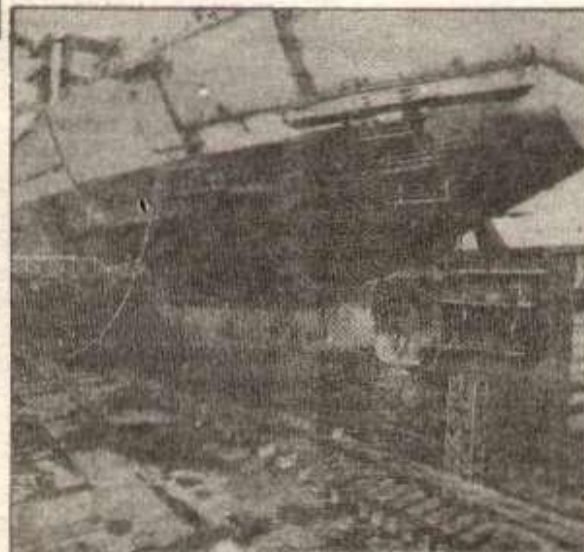
Non, cela ne peut plus durer. Et les travailleurs sauront le faire entendre : d'où qu'elle vienne, ils sont décidés à ne plus supporter l'austérité qu'on leur impose.

• La tour des miracles

Pour les fêtes de fin d'année, Chirac a décidé d'illuminer la tour Eiffel. A l'heure où l'on vient d'annoncer la plus forte hausse sur les prix des produits alimentaires depuis vingt ans, on se prend à penser que les cadeaux accrochés à cet arbre-là seront bien haut pour les enfants des prolétaires. Noël est, dit-on, la période des miracles. Mais les guirlandes et les lampions accrochés sur trois cent mètres de hauteur ne suffiront pas à réaliser celui-ci : faire passer le père Fouettard de l'Hôtel de Ville pour un père Noël.

Chantiers navals : 85 000 licenciements

- Les 9 restructurent
- 50^e jour de lutte à Dubigeon



La crise de la construction navale vient d'être mise au premier plan par la commission de Bruxelles qui, par ses décisions, condamne froidement au chômage plus de 85 000 travailleurs des chantiers navals de l'Europe des Neuf. Les technocrates de la CEE ont programmé une réduction de la capacité de production afin, disent-ils, de «traverser la crise» et d'augmenter la productivité pour les chantiers sauvés.

En France, 30 000 travailleurs sont employés aux chantiers navals. A Dubigeon, à Nantes, les travailleurs mènent actuellement une lutte tenace pour sauvegarder leurs emplois et refuser l'augmentation de l'intensité du travail. A la Ciotat les menaces qui pèsent sur le chantier provoqueraient l'étranglement de toute la ville qui vit de cette unique activité.

A la source des mesures envisagées par la CEE, l'âpre concurrence à laquelle se livrent les impérialismes pour la domination du marché mondial. C'est pour se hisser au niveau de la productivité du Japon que la CEE prévoit licenciements et restructurations. Le processus qui est engagé ici est comparable à celui appliqué à la sidérurgie ; les capitalistes du continent estiment que les travailleurs doivent faire les frais de cette nouvelle opération européenne.

Egoutiers parisiens

Dans l'ombre et la boue, à 60 mètres sous terre



Lire notre reportage en page 4

Les cartons des shérifs !

Les champions du tir «instinctif» ont encore réalisé de nouveaux exploits. Dans les Yvelines, à Toulouse, à Paris, les armes ont crépité vendredi, brandies par les nouveaux «shérifs» de la Police de Bonnet, véritable société d'entraînement au tir. Pendant le même temps, jouant les anges gardiens, les flics du Syndicat général de Police réclamaient, tracts en main, toujours plus d'effectifs...

(Lire en page 6)

L'ONU contre les colonies sionistes

Alors que les sionistes viennent de «légaliser» six de leurs colonies dans les territoires occupés en les transformant officiellement en établissements «civils», l'Assemblée générale de l'ONU a condamné à une immense majorité, cette politique de colonisation.

(Lire en page 9)

Affrontements dans toute l'Afrique du Sud

Les impérialismes occidentaux, mis en accusation aux Nations Unies pour leur soutien à l'Afrique du Sud tentent de se dédouaner en mettant en avant leur proposition d'embargo sur les armes, embargo peu efficace puisqu'ils ont depuis longtemps doté les racistes d'une puissante industrie d'armement. En même temps, on apprenait vendredi que de violents affrontements ont lieu dans les ghettos africains. Les informations font état de plusieurs dizaines de morts.

Lire en page 2 notre dossier : Le combat de la SASO

L'édition d'hier du Quotidien du Peuple

«Par suite d'une panne de rotative, l'édition du Quotidien du Peuple datée du samedi 29 octobre a connu un retard important de tirage. C'est ce qui explique que certains de nos lecteurs n'ont pu trouver leur Quotidien à l'heure habituelle.

Nous leur adressons nos excuses.

Afrique du Sud



● La SASO, (Organisation des Étudiants d'Afrique du Sud), organisation du mouvement de la «Conscience Noire» a été interdite par les racistes de Prétoria, voici quinze jours. Cette organisation, créée en 1968 est significative de la renaissance de l'esprit de lutte contre l'oppression, dans la jeunesse d'Afrique du Sud. C'est le mouvement d'une génération qui, après le massacre raciste de Sharpeville en 1960, prend conscience de la faillite de la non-violence et du réformisme. Cette génération prend la relève de mouvements comme l'ANC, dont les dirigeants sont emprisonnés, déportés, ou exilés et dont l'organisation dans le pays a été démantelée. Surtout, la génération de la SASO, c'est la génération de la jeunesse africaine s'inspirant des luttes de libération des peuples africains qui ont remporté au cours des dernières années, d'importantes victoires. Une des principales actions de la SASO, qui attirera immédiatement sur elle une vague de répressions, c'est l'organisation de meetings pour célébrer la victoire du FRELIMO, en 1974.

L'esprit de la SASO, c'est l'esprit des Africains qui, ne se contentant plus de lutter contre l'Apartheid, revendiquent pour leur peuple le pouvoir, tout le pouvoir. Les idées de la «Conscience Noire» nées dans les campus et défendues avec enthousiasme par la jeunesse populaire de Soweto et d'Alexandra, ont largement inspiré la révolte des ghettos africains : une révolte qui, depuis juin 1976, n'a pas cessé.

LE COMBAT DE LA SASO

Une des dix huit organisations interdites par les racistes

Texte de la SASO (organisation interdite)

— juin 1977 — Dernier journal qui nous soit parvenu

Nous publions ici des extraits du dernier journal de la SASO qui nous soit parvenu, celui de juin dernier.

Manifeste des étudiants noirs

Nous, les étudiants Noirs d'Afrique du Sud, convaincus que l'Homme Noir ne peut plus permettre à l'arrogant monde Blanc de lui imposer ses définitions concernant son Être et sa destinée, et que les Étudiants Noirs ont l'obligation morale d'articuler les besoins et les aspirations de la Communauté Noire, déclarent que :

A. Nous, étudiants Noirs, sommes :

1. Une partie intégrante de la Communauté Noire opprimée, avant d'être des Étudiants soumis aux restrictions oppressives de l'éducation raciste,
2. Nous nous consacrons à un engagement plus discipliné dans un travail intellectuel et physique de recherche de la Vérité Noire,
3. Nous nous consacrons à l'œuvre d'édification de notre peuple, et à la victoire de la lutte pour la libération, et nous sommes guidés par le dessein central de servir la Communauté Noire à tous les niveaux techniques et sociaux,

B. Nous rejetons donc toute l'éducation raciste et nous nous consacrons aux tâches suivantes :

1. Le développement intellectuel et physique de notre communauté et la réalisation de la libération des peuples Noirs d'Afrique du Sud.
2. La démonstration que l'éducation en Afrique du Sud est ouvertement politique,

C. Nous sommes convaincus en conséquence que l'Éducation Noire doit être liée à la libération du peuple Noir du monde. Nous nous engageons donc sur les bases suivantes :

1. Affirmation, manifestation et développement de la conscience politique, sociale et économique au sein de la Communauté Noire.
2. Conviction que les Étudiants Noirs doivent garder un esprit de fraternité entre eux, libéré des préjugés causés par les faussetés blanches, en vertu de leur oppression commune.
3. Tentative pour briser la traditionnelle subordination aux Blancs dans l'éducation et refuser d'être éduqué par eux.
4. Encouragement et promotion de la Littérature Noire ayant rapport à notre lutte.
5. S'assurer que notre éducation encouragera la préservation et la promotion de notre culture et de notre expérience historique.

Vous, en tant que jeunes, vous êtes le baromètre de l'éveil politique de ce pays. Votre conduite aura une valeur symptomatique. Car un baromètre ne crée pas le climat : il se limite à l'enregistrer... En même temps, il est important de remarquer qu'en tant qu'étudiants vous ne formez pas une classe par vous-mêmes avec des intérêts séparés. Vous êtes principalement des représentants de l'un des deux groupes de couleur opprimés.

Il a été prouvé sans aucun doute que les réflexions du genre «les étudiants sont irresponsables» ou «il y a toujours des problèmes avec les étudiants», quand les étudiants abordent des questions économiques vitales comme celles des investissements étrangers, viennent de gens qui veulent désarmer les initiatives scientifiques. Un étudiant ne peut être responsable que par rapport à des intérêts de classe déterminés. C'est pourquoi les étudiants qui ont une orientation correcte n'admettront pas le paternalisme dans l'orientation de leurs idées. Parce que la politique du paternalisme a fini à Sharpeville (répression sanglante d'une manifestation en 1960 qui a marqué la faillite du réformisme et du pacifisme NDLR). Ceux qui veulent remettre en vigueur le paternalisme, qu'ils soient chefs tribaux, libéraux blancs ou universitaires de couleurs vont se brûler les doigts. C'est pourquoi j'en viens à dire que nous devons clairement souligner les facteurs socio-économiques qui vont influencer notre lutte de libération, la libération des peuples d'Azanie et de ses ressources, de l'oppression de l'Apartheid et de l'exploitation impérialiste.

L'Afrique du Sud engage constamment les investisseurs capitalistes dans le maintien de la

société d'Apartheid et de l'exploitation du travail des Noirs... Le régime d'Afrique du Sud cherche avec acharnement à resserrer ses liens avec l'impérialisme pour survivre contre les forces de libération africaines.

Il a essayé par tous les moyens, à tout prix d'écraser la résistance des Noirs pour que la Bourse soit rassurée.

Il se donne de la peine pour chercher des liens avec les régimes fascistes, les juntes militaires (visite de Vorster au Paraguay, démarches pour développer l'amitié avec le Brésil, voyage de Vorster en Israël).

Il détient de nombreuses personnes pour essayer d'imposer la peur et le silence.

Il s'affaire pour développer l'industrie lourde et l'industrie chimique pour se suffire à lui-même pour

nous opprimer de manière plus efficace.

Il cherche à travers le militarisme et la sophistication technologique à devenir cosmopolite et à obtenir un soutien total des pays capitalistes avancés grâce aux investissements économiques... L'Afrique du Sud cherche même la puissance nucléaire avec l'approbation tacite des investisseurs étrangers.

QU'EST-CE QUE CELA SIGNIFIE POUR NOUS ?

Cela signifie que notre lutte ne sera pas facile. Quand nous nous dressons contre la réalité de l'apartheid, ce sont bien les mécanismes de l'impérialisme que nous affrontons, en fait. Mais, nous pouvons être assurés de la victoire quel que soit le temps que nous met-

trons à atteindre ce but. Dans cette perspective, la pratique de la lutte de libération doit avoir un fondement théorique basé sur les valeurs et les leçons universelles des luttes des peuples du monde qui se sont trouvés confrontés aux mêmes tâches que nous. Ainsi, on ne pourra pas parler de liberté dans les bantoustans aussi longtemps que la situation économique est telle...

Tout changement favorable aux hommes nécessitera une redistribution des ressources dont dispose ce riche pays... C'est notre devoir de partager des aspirations avec celles des travailleurs noirs parce que c'est eux qui vont en fin de compte décider du sort de cette société. Voilà où en est aujourd'hui la Conscience Noire.

Notre lutte nationale contre l'oppression perdrait tout sens si elle ne devient pas en même temps une lutte sociale contre l'exploitation socio-économique, même à l'intérieur de la communauté noire.

Les partis politiques qui agissent aujourd'hui avec des programmes séparatistes (1) doivent être examinés sérieusement parce qu'ils ont montré qu'ils étaient capables de pratiques manipulateurs. Peu importe qu'ils fassent des déclarations violentes contre l'apartheid. Un certain nombre de dirigeants séparatistes sont très sensibilisés par l'apartheid mais, il est bien prouvé que notre ennemi n'est pas seulement l'oppression blanche, mais toute oppression, donc y compris celle que constituerait le transfert de l'oppression politique du système blanc à des mains noires.

(1) Il s'agit des politiciens noirs qui acceptent la perspective donnée par Vorster de «développement séparé» dans le cadre des bantoustans accédant à une fausse indépendance, c'est-à-dire la perpétuation de l'apartheid cautionnée par des Africains.

25 septembre 1974 :

les manifestations de soutien de la Conscience Noire au FRELIMO

Le 20 septembre 1974, la SASO et la Black people Convention annoncent une série de manifestations pour célébrer la libération, fruit de nombreuses années de lutte armée, du Mozambique, le 25 septembre 1974.

Immédiatement, le ministre de la police Kruger interdit ces manifestations : toute réunion est interdite du 24 septembre au 20 octobre. Le 25 septembre malgré l'interdiction, 2 000 personnes se rassemblent devant le stade de Curries Fountain où devait se tenir une de ces réunions. Au bout d'une demi-heure, ils sont déjà près de cinq mille, criant «Viva Frelimo», le poing levé. Des manifestations analogues ont lieu au même moment à l'Université de Trufoop, et en bien d'autres endroits. A chaque fois, la police attaque sauvagement les rassemblements ; matraquages, grenades lacrymogènes, on lâche les chiens. Le régime raciste ne pouvait admettre que le peuple d'Afrique du Sud célèbre l'indépendance par la lutte, d'un peuple frère et évoque son exemple.

Quelques jours plus tard, plusieurs dizaines de dirigeants de la SASO et de la BPC seront poursuivis pour «organisations d'émeutes» en vertu des lois d'exception.

LUTTES OUVRIERES

LES OUVRIERES DE L'OREAL ONT FAIT RECULER LE PATRON

Le 18 octobre dernier, M. Dalle faisait de grands discours, aux assises du C.N.P.F. Le PDG de l'Oréal vantait les «usines-pilotes» et surtout les dirigeants de ces entreprises : «chefs d'entreprises et cadres, nous sommes tout d'abord des réducteurs "incertitude, parce que nous vivons dans l'anticipation» et encore : «Nous les dirigeants d'entreprises, sommes devenus des hommes profondément démocrates, profondément désireux de partager avec tous cette abondance»...

Au même moment, dans une de ses «usines-pilotes», à Orme, près d'Orléans, les ouvrières étaient en grève. Elles en avaient assez d'être «rassurées». Les «betteravières» de l'entreprise Diparco, entreprise de parfums qui arrivent dans le commerce sous l'étiquette l'Oréal, avaient arrêté le travail. «Betteravières», parce qu'elles viennent de la campagne, voilà comment les appelaient les gens de la direction parisienne, qui ont des «décentralisations plein la bouche. Une usine à la campagne, certes, mais pas de car de ramassage ! Il faut avoir un

moyen de locomotion. Des salaires les plus divers ; pendant la grève, les ouvrières ont pu voir quelle division cherchait ainsi à entretenir le patron «social» : elles ont comparé leurs feuilles de paie. Division encore, sur les horaires : le personnel administratif ayant droit à l'horaire à la carte. Mystification encore, la rotation des tâches : au lieu de mettre 4 000 flacons en boîtes par jour du même modèle, on change la taille des bouteilles et des étiquettes. Sans cesse, les cadences augmentent. Le patron fait des discours sur les nouvelles techniques : «La seule solution de type démocratique est d'encourager de nouveaux progrès technologiques». Les ouvrières ne sont pas dupes. Chaque nouvelle machine introduite n'a servi qu'à augmenter la production ; leurs conditions de travail à elles n'ont pas changé.

Après onze jours de grève, les «betteravières» ont réussi à faire reculer le patron : les conditionneuses ont obtenu une augmentation de 5 %, une prime immédiate de 700 francs. Le PDG en est pour ses discours.

M.C.

«Maintenant, j'aime mes cheveux, pas seulement ma coiffure.»



Chaque jour, avec Allurelle, je suis toujours plus satisfaite de moi-même. C'est la seule solution de type démocratique est d'encourager de nouveaux progrès technologiques. Les ouvrières ne sont pas dupes. Chaque nouvelle machine introduite n'a servi qu'à augmenter la production ; leurs conditions de travail à elles n'ont pas changé.

Allurelle maintient comme une laque mais on ne sent rien sur les cheveux.

Allurelle d'Elzett L'ORÉAL

Les patrons de «gauche» de la direction parisienne de l'Oréal traite les ouvrières en grève à Orme de «betteravières» sous prétexte qu'elles viennent de la campagne.

Dans le même temps il passe des publicités où l'image de la femme est bien éloignée de ces «betteravières».

La police contre les grévistes de Calberson (Rouen)

Les 70 travailleurs de chez Calberson, à Rouen, sont en grève, avec occupation. Jeudi soir à 17 h 30, les flics sont intervenus contre eux. Les ouvriers de la Sernam, juste à côté, ont débrayé aussitôt. Déjà mercredi, les grévistes avaient été attaqués par des nerfs, probablement de la CFT. Toutes ces attaques renforcent la solidarité des boîtes alentour.

Jem's (St Maur) : occupation depuis le 21 septembre

Jem's à St Maur, c'est 70 travailleurs qui fabriquent du matériel électrique. L'usine comportait 3 secteurs d'activité, dépendant principalement du secteur «armée». Il semble qu'une entreprise ait eu l'intention de reprendre les 3 secteurs, mais que l'administrateur judiciaire avait déjà rétrocedé le secteur clé à Eurofarad, ce qui s'est déjà traduit par un licenciement de 12 travailleurs. Le patron de cette entreprise ne fait pas de mystère qu'il veut liquider d'ici un an l'activité de Jem's à St Maur. Les travailleurs occupent donc.

Grève à la ferroviaire

Vendredi matin, les 150 nettoyeurs de la Ferroviaire, entreprise privée qui travaille pour la SNCF au centre Masséna (Paris 13^e) ont décidé la grève. Ils demandent une augmentation des salaires, qui sont actuellement au SMIC, une uniformisation des horaires, puisque certains font 48 heures par semaine et d'autres seulement 32. Ils réclament des vêtements de travail fournis par la société. L'achat d'une grosse machine à laver les wagons risque d'entraîner le licenciement de presque 80 gars. Dès aujourd'hui, certains ont reçu le préavis de licenciement.

Licenciements en perspective (région parisienne)

40 licenciements en prévision chez Tréfinmétaux, à Vitry. Il est question que l'usine ferme. A Arcueil, une fabrique d'instruments de chirurgie, la Société Collin Gentile Drapier, veut licencier la moitié de ses 94 employés. Dans les Hauts de Seine, le groupe emploie un peu plus de 1 000 personnes, veut en licencier 88 à la fin de l'année. A Carrières sur Seine, dans les Yvelines, l'entreprise Brossette veut se séparer de 59 de ses 69 salariés. Dans le Val d'Oise, le Mammouth d'Argenteuil risque de fermer, mettant ainsi 130 personnes au chômage.

Chômage technique à la Belle Jardinière

Les frères Willot, dirigeants de la Belle Jardinière à Douai, ont annoncé la mise au chômage technique jusqu'au 7 novembre des 300 ouvrières. En réalité, sous ce chômage technique se cache l'intention de fermer l'usine, qui travaille pour Ted Lapidus. Les ouvrières restent à l'intérieur de l'usine, pour empêcher toute tentative de déménagement de matériel.

Un mois de grève à la Sécurité Sociale : bruits de lockout

C'est le 28 septembre que les soixante informaticiens de la Caisse primaire d'Assurance Maladie de la Région Parisienne déclenchaient leur grève, sur les salaires et les conditions de travail (équipes). Plus de 2 millions de dossiers sont en attente. La direction vient de tenter une nouvelle manœuvre pour faire pourrir la grève : alors que les informaticiens avaient proposé d'assurer les opérations nécessaires à la paie de l'ensemble du personnel, la direction a refusé, imposant un paiement de la main à la main, avec des retenues qu'on régularisera «une fois la grève terminée». Il est question de lockout pour le personnel qui refuserait ces méthodes. Vendredi, l'ensemble du personnel était en grève sur ses revendications, en particulier pour une prime uniforme de 500 F

Licenciements aux établissements Coq à Aix-en-Provence.

La société d'exploitation des établissements Coq, boulevard Victor Coq à Aix-en-Provence (matériel vinicole et oléicole) a annoncé sereinement son plan de «restructuration» bien à elle.

Pour les travailleurs, c'est le classique revers de la médaille : une restructuration chez Coq vaut une soixantaine de licenciements...

téléphonez au quotidien 636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Feyzin

Rhône Poulenc veut reprendre les jardins ouvriers

Les jardiniers de La Tour (Feyzin) communiquent : «Depuis 1973, près de 200 personnes ont défriché un terrain appartenant à la Société Rhône-Poulenc, en y faisant des jardins ouvriers. Ces terrains depuis 15 ans étaient destinés aux ronces, arbres pourris, etc. Le 26 mai 1973, un incendie s'était déclaré dans ce terrain, les flammes s'arrêtaient au pied des citernes de l'Air liquide, risquant par là même du fait des canalisations reliant l'Air liquide à l'usine de Rhodia Belle-Étoile, de faire sauter tout le quartier de Feyzin. Cet incendie a été maîtrisé grâce au sang-froid des habitants du quartier, alors qu'aucune bouche à incendie ne se trouvait à l'extérieur de l'usine ou à proximité.

Aujourd'hui, par une lettre de la direction administrative de Rhône-Poulenc Chimie, les jardiniers de La Tour sont informés qu'ils doivent, d'ici le 15 novembre 77, évacuer les lieux,

alors que depuis trois ans, chaque jardinier paie 10 francs chaque année en échange «d'une carte et d'un timbre». Ne voulant à aucun prix renoncer à ces jardins, estimant que rendre ces terrains aux ronces et buissons, c'est recréer un nouveau foyer d'incendie, près de l'Air liquide, ils décident de s'organiser en un comité de défense. Une première action a été organisée mercredi soir à Feyzin : une manifestation en voitures, regroupant une centaine de jardiniers a fait le tour de la ville en klaxonnant, s'est rendue à la mairie pour une entrevue avec un adjoint. L'action continue. Les jardiniers de La Tour appellent tous les travailleurs, les syndicats de l'entreprise Rhône-Poulenc, et les habitants à venir les soutenir et à participer à la réunion qu'ils tiendront le samedi 29 octobre 77 à 15 heures, au quartier de La Tour dans les jardins face à l'Air Liquide.

Corr Lyon

REPORTAGE

Égoutiers Parisiens

DANS L'OMBRE ET LA BOUE,
A 60 METRES SOUS TERRE

● Les égoutiers parisiens ont entamé vendredi matin leur 10^e jour de grève pour les revendications que l'on sait : création d'un CHS, augmentation des effectifs et des salaires, deux jours de congés consécutifs hebdomadaires (ils n'en ont pas un toutes les semaines !) et le 13^e mois... Répondant à la volonté exprimée par les égoutiers, le syndicat CGT a appelé à poursuivre la grève ce week-end. C'est une réponse cinglante à Chirac qui vendredi matin, encore, par le biais de son adjoint Tibéri, a refusé toute satisfaction des revendications, espérant par cette intransigeance, décourager les grévistes.

Les égoutiers qui ont à nouveau manifesté vendredi dans la rue, appelant la population à les soutenir, sont désormais en lutte à 80 %. Cette manifestation a aussi été l'occasion pour eux de faire connaître la réalité de leurs conditions de travail. Nous les avons interrogés à ce propos.

— QdP : En quoi consistent les différents travaux que vous effectuez ?

— R : Les travaux consistent à curer et évacuer les sables et les boues qu'il y a dans les égouts pour les diriger au travers de galeries sur des bassins et après nous asséchons ces bassins. Disons que si ce travail d'assainissement n'était pas fait, cela amènerait progressivement un volume de sable énorme qui, avec les déversements d'eau entraînerait ces eaux dans les rues de Paris.

Pour charger la boue, nous utilisons des engins assez importants : il y a par exemple des bateaux selon l'importance des lignes (galeries) qui font entre 3, 4 et 7 tonnes, et 10 mètres de long. Ça

semble un peu irréel pour les gens qui ne connaissent pas le réseau souterrain !

Ces bateaux, il faut les ramener une fois arrivé au bout d'une ligne (galerie) ; au début de cette ligne, chargée à la force du poignet, avec des cordes ! Vous n'avez qu'à vous imaginer le canal Saint-Martin au siècle dernier où il y avait les bateliers de la Volga. On tire ces bateaux pendant à peu près une heure et demie, deux heures sur plusieurs kilomètres. Alors autant dire que le cœur ne bat pas au même rythme dans ces conditions là qu'en surface ! Et souvent, il y a les conduites qui empêchent de se tenir debout d'une façon régulière. Alors, on est voûté. Pour certains travaux, en plus, on a un



Les égoutiers dans la rue mercredi

manque de matériel flagrant puisque les ateliers de la Villette qui devraient fournir ces matériaux (pelles, rateaux, etc.) aux équipes sont constamment en rupture de stocks d'un bout de l'année à l'autre. On a fait une étude avec certains ingénieurs. Il faudrait 30 à 40 millions pour pouvoir remplir cet atelier qui vient d'être construit.

Parce que vous comprenez, des fois on nous fait faire des travaux de désablement. On est cinq dans une équipe. Il y en a deux qui ont une pelle !

Les conditions de travail, c'est aussi les équipements qu'on porte : il y a les bottes en caoutchouc qui font 7 à 8 kilos, le scaphandre qui doit faire 10 kilos ; quand tu as ça sur le dos, tu ne peux plus remuer. Si tu tombes dans un bassin ou dans la tunette (bas de l'égout), tu ne peux plus sortir si tu es tout seul. Quand tu as travaillé avec ça 6 h 40, tu as déjà fait une bonne journée ! Surtout quand on fait de longs parcours. Certains vont de Jussieu jusqu'à la Concorde à pied, ce qui fait au moins trois kilomètres aller... et retour. Nous travaillons à 63 mètres de profondeur comme à la Poterne des Peupliers. Rue La Fayette, nous sommes à 45 mètres de profondeur !

— QdP : Les égouts, c'est aussi les eaux et l'air pollués ?

— R : Dans les égouts, il y a les déversements qui sont faits par les teinturiers, par les usines, des déversements avec des acides, et un certain nombre de produits nocifs pour l'atmosphère. Ce qui fait que bien souvent il y a des intoxications. Nous avons dernièrement cité des chiffres, qui sont des chiffres officiels de notre direction d'ailleurs : 30 000 journées d'absence par an, dues entre autre à ces intoxications.

L'eau est polluée car remplie de microbes puisqu'il y a le déversement des hôpitaux. C'est facile à comprendre. On parle de la pollution en surface mais on ne pense pas aux travailleurs des égouts. Les maladies sont nombreuses : la tuberculose, septicémie purpurale, infection purulente, des cancers malignes, des hémorragies cérébrales, des embolies ou thromboses cérébrales, la démence précoce. Il y a aussi des maladies de cœur, des maladies de veines, l'apparition de varices, des hémorroïdes, des phlébites, des maladies du larynx, des bronchites... enfin des pneumonies, des pleurésies, enfin un tas de maladies.

Un égoutier qui tombe en égout, qui absorbe l'eau polluée a beau être dirigé vers l'hôpital Fernand Vidal qui est, disons, spécialisé pour les intoxications, cela n'empêche pas un jour ou l'autre si ce n'est pas dans l'immédiat, disons dans les années qui suivent, qu'il soit atteint d'une des maladies ou d'une tumeur quelconque, ou d'un cancer de l'estomac.

— QdP : On parle beaucoup de la maladie du plomb...

— R : C'est l'anémie du sang. Progressivement, le sang est vicié par l'atmosphère ce qui fait qu'arrivé à un certain âge, on s'alourdit, on voudrait faire quelque chose, mais on ne peut pas le faire car on a l'esprit qui se paralyse. Les jeunes de 18 ans, avec

ça, n'arriveront jamais à 50 ans ! D'ailleurs, beaucoup d'entre nous décèdent dans les cinq années qui suivent la retraite (50 ans pour 50 %).

— QdP : Les microbes imprègnent l'air ; quel moyen avez-vous pour détecter un air vicié ?

— R : Nous demandons actuellement qu'il y ait des prélèvements d'atmosphère, des délégués à la sécurité. L'administration nous a montré des matériels faits pour détecter ce qui se trouve dans l'atmosphère mais elle nous a répondu qu'on ne pouvait guère les mettre à la disposition des équipes, considérant que c'est un matériel qui coûte très cher ! Alors nous n'avons pas 36 solutions. Si tu sens qu'il y a de mauvaises odeurs, il faut faire surface immédiatement. Mais il y a une chose : certains ont les muqueuses brûlées depuis des années et il n'arrive pas toujours qu'un chef d'équipe sente immédiatement les mauvaises odeurs, comme l'acétone !

Il faut bien sûr s'attaquer à la cause : les boîtes qui déversent ces microbes et qui préfèrent payer de petites amendes plutôt que de faire le nécessaire pour des bassins de décantation plus chers.

D'une manière plus générale, pour avoir une idée de l'atmosphère en égout, il faut signaler que quand tu remontes, par exemple, si tu ne nettoies pas ton maillot de corps tout de suite, au bout de trois ou quatre jours, il est complètement moisi ! C'est dire l'atmosphère qui s'imprègne dans les vêtements... et donc sur les poumons ! Il n'est pas rare

même après une douche et s'être frotté deux ou trois fois que ta femme te dise : « Tu sens le moisi ».

— QdP : On dit que le rat est l'ennemi principal de l'égoutier ?

— R : C'est dangereux, très dangereux. Quand vous urinez par exemple. Si vous avez une coupure à la main faite par un rat, vous pouvez attraper la spirochétose qui est la maladie du rat. Cela vient par une méningite ou par une crise de foie. On risque d'en mourir. Il y a aussi les araignées qui vous amènent des abcès et tout un tas de maladies contagieuses, des cafards gros comme mon pouce. Nous n'avons bien entendu aucun produit pour les détruire vu qu'il n'y a pas de crédit, alors on tue les rats à coup de bottes.

— QdP : Que se passe-t-il quand il y a de violents orages ?

— R : Normalement, les eaux coulent à un mètre par seconde, alors quand il y a un orage ! Quand on n'a pas le temps de remonter, c'est la noyade. Il y en a eu une en 71. Et la seule chose que ce camarade a gagné, c'est d'être enterré au mausolée des communaux !

QUELQUES CHIFFRES

Année 1976 :

- 3 décès par cancer
- 2 décès par affection du foie
- 1 suicide
- 2 décès dus à des infarctus
- 9 900 jours d'arrêts de travail pour accident du travail seulement.

Les égouts :
2 100 km de canaux !

« Les visiteurs sont admis de 14 heures à 17 heures. Le droit d'entrée, perçu à la descente, est fixé à 2 F pour les visites ordinaires, 1 F pour les membres des sociétés artistiques, littéraires ou scientifiques... » C'est ce qu'on peut lire à la rubrique « Égouts » d'un guide de Paris. Et oui, depuis 1973, des visites sont organisées dans les égouts. Pas n'importe où : sur 200 mètres d'un circuit balisé, et dans diverses installations présentables. La réalité des maladies professionnelles des égoutiers n'est pas l'objet de la visite.

Le réseau actuel (2 100 km) collecte et évacue en moyenne 1 300 000 mètres cubes par jour. Toutes les eaux y aboutissent, eaux de pluies et eaux usées. Dans le réseau, on trouve des canalisations d'eau, d'air comprimé, les câbles téléphoniques, les tubes pour l'acheminement de la correspondance pneumatique...

Le réseau a été tracé vers 1860, par l'ingénieur Balgrand. La construction d'un grand collecteur fut entreprise. Il partait de la place de la Concorde, et déversait les eaux d'égout à 20 km en aval, près d'Asnières. En 1880, le réseau atteignait 600 km de long. Toute une série de collecteurs fut construite : Marceau, Clichy, collecteur du Nord. Autrefois, les eaux allaient directement dans la Seine, ce qui provoquait de nombreuses épidémies. Au début du siècle, on s'en servit pour fertiliser la terre. Mais avec l'extension de la surface occupée par les villes et la pollution de plus en plus grande de ses eaux, on est passé à l'épuration chimique ou biologique.

L'égout est généralement placé dans l'axe de la rue. Dans celles qui dépassent 20 mètres de large, il y en a un sous chaque trottoir. Des « regards », de 50 m en 50 m, permettent la surveillance. Dans de nombreuses galeries, on trouve des plaques émaillées reprenant le nom des rues suivies par les égouts.

Les ouvrages du réseau sont répartis en quatre bassins, délimités en fonction du relief du sol. Dans chaque bassin, on retrouve des égouts élémentaires, des collecteurs secondaires qui recueillent les eaux drainées par les premiers, un collecteur principal qui récupère les eaux des collecteurs secondaires.

TENTATIVE D'ATTENTAT CONTRE LE RÉDACTEUR EN CHEF DU MENSUEL APARTHEID NON

● M.A. Bouillon a échappé de peu à un attentat, rédacteur en chef du mensuel «Apartheid Non !», membre du comité directeur du mouvement anti-apartheid, un colis piège contenant une grenade quadrillée lui a été expédiée au siège de cette association. Par chance, le colis piège ne lui est pas parvenu mais a été transmis par erreur à l'organisme dont le nom figurait sous la mention «expéditeur», le CDLP office des nouveautés, diffuseurs des éditions sociales. Cet organisme ne reconnaissant pas le colis prévint la police qui désamorça la grenade.

Alerté M. Bouillon a porté plainte contre le jeudi 27 octobre. Il est évident que cet attentat visait à tuer, une grenade quadrillée est une arme de guerre meurtrière. Il n'est point besoin d'être fin détective pour deviner qui sont les instigateurs d'un tel attentat. La semaine dernière M. Bouillon pas-

sait à la télévision en remplacement d'un militant noir de Soweto empêché ; il y dénonçait le régime d'Apartheid de l'Afrique du Sud. Le régime fasciste de Prétoria recourt contre les noirs et les opposants à des méthodes criminelles, il emprisonne, torture exécute. Récemment le militant noir Steve Biko a été

exécuté dans sa cellule. En France des méthodes criminelles sont également employées contre ceux qui dénoncent activement le régime de Prétoria. Plusieurs attentats ont déjà été perpétrés contre des membres du comité national MRAP qui dénoncent l'Apartheid. Lors de ces attentats des tracts favorables à l'Apartheid ont été retrouvés.

Dans un communiqué «le Mouvement anti-Apartheid CAO» exprime son indignation face à cette tentative d'assassinat dont l'échec est dû à un concours de circonstances fort heureuses. Il élève la plus vigoureuse protestation contre les menées criminelles dont cette tentative

est le dernier exemple...

«Ces menées trahissent, s'il en était besoin, que les partisans du régime de l'Apartheid — dont plus personne ne peut ignorer aujourd'hui que la répression violente en constitue la seule méthode de gouvernement — entendent utiliser en France les mêmes méthodes de liquidation violente de leurs adversaires politiques.

«Le Mouvement Anti-Apartheid Campagne Anti-Outspan appelle l'ensemble des forces démocratiques du pays à intensifier leur mobilisation contre l'Apartheid et à renforcer leur solidarité dans cette lutte plus que jamais à l'ordre du jour».

Lancement des états généraux de la jeunesse

DIJOU D SOUMET LES JEUNES A LA QUESTION



Dijoud, secrétaire d'État à la Jeunesse et aux Sports a lancé jeudi les États généraux de la jeunesse. Des tables rondes seront organisées dans les prochaines villes au cours desquelles les jeunes pourront donner leur avis sur les mesures envisagées par le gouvernement en direction de la jeunesse. Un questionnaire comprenant 58 questions sera soumis aux jeunes, par l'intermédiaire des associations de jeunesse principalement.

Ces tables rondes, consultations et questions devraient servir à Dijoud, c'est du moins ce qu'il prétend, à définir une politique de la jeunesse.

En fait, Dijoud n'a rien de neuf à proposer, si ce n'est des chantiers de la jeunesse (Pétain y avait pensé avant lui) et différents gadgets. Les États généraux de la Jeunesse lui serviront à occuper le terrain jusqu'au 15 décembre pour donner l'impression

que quelque chose est fait en faveur des jeunes et qu'ils sont démocratiquement consultés. Le questionnaire de 58 questions doit être distribué par les mairies, les préfectures dans les maisons de jeunes... Les questions porteront sur le cadre de vie, le travail, les vacances, les loisirs...

Pourquoi Dijoud se donne-t-il tant de mal pour recueillir le point de vue de jeunes alors qu'il s'exprime dans les manifestations dans les luttes sociales et politiques de vive voix et avec suffisamment de force pour que même un ministre puisse ignorer leurs revendications. Dijoud ne voudrait-il pas tenter de procéder à une nouvelle opération de manipulation lui permettant d'affirmer après cette consultation que les jeunes sont parfaitement heureux comme il l'a affirmé il y a un mois, qu'ils ne pensent pas à contester.

C.E.T Edouard Vaillant
à Gennevilliers

L'OCCUPATION SE POURSUIT

Les parents d'élèves de la cité scolaire Edouard Vaillant poursuivent leur occupation du CET. Décidée parce qu'il pleuvait dans les locaux et que les conditions de sécurité élémentaires n'existaient même plus, cette occupation a été suspendue dans l'après-midi pour une délégation massive à la préfecture de Nanterre, auprès de l'inspecteur d'académie. Le maire PCF de Gennevilliers, Lanterrier avait assuré aux parents qu'il mettrait à leur disposition un nombre de cars suffisant pour qu'ils se rendent tous à la préfecture. En fait il n'y avait qu'un car et un minibus de vingt places. Parents d'élèves et élèves ont protesté contre cette attitude, il a fallu en fin de compte que

les parents possédant des voitures se rendent à la préfecture par leurs propres moyens en emmenant d'autres parents. Ils se sont retrouvés finalement à plusieurs centaines devant la préfecture. L'inspecteur d'académie n'a pas daigné recevoir la délégation, un de ses subordonnés l'a fait à sa place. Seules 8 personnes ont été reçues. Le fonctionnaire délégué par l'inspecteur d'académie a prétendu qu'il n'y avait pas d'urgence et n'a rien décidé alors que les parents, les professeurs et les élèves demandent une réfection immédiate. Dans ces conditions, l'occupation a été reconduite pour ce samedi. Une décision sera prise pour la poursuite de l'action le 3 novembre.

Il vendait des marchandises avariées : 400 F d'amende

Le tribunal de Vannes a condamné jeudi le directeur d'un magasin grande surface de Ploërmel (Morbihan) à 400 F d'amende pour fraude sur les produits alimentaires. Un contrôle des inspecteurs du service des fraudes avait permis de constater que des poulets élevés industriellement étaient vendus sous l'étiquette «poulet fermier». Dans la chambre frigorifique, une importante quantité de marchandises avariées avait d'autre part été trouvée. 400 francs pour intoxiquer les consommateurs, au propre (si l'on peut dire) comme au figuré, ce n'est pas beaucoup...

Les pêcheurs du Tréport passent outre l'interdiction de la pêche au hareng

Les pêcheurs d'Étaples continuent de bloquer avec leurs bateaux le port de Boulogne-sur-Mer. Ils n'ont laissé passer que le navire-école de la marine Argentine, mais sitôt passé, ils ont refermé leur barrage.

Ceux du Tréport sont partis en mer pour pêcher le hareng malgré l'interdiction communautaire.

Les petits pêcheurs n'admettent pas de faire les frais de la diminution des réserves de hareng dont ils ne sont pas responsables.

Seveso : le scandale de la dépollution

Un employé de la société Polish chargée par Laroche-Hofmann-Givaudan de dépolluer la zone contaminée par la dioxine à Séveso, a porté plainte auprès de l'inspection du travail de Milan. Dans le dossier qu'il a réuni, il dénonce les conditions de travail très dangereuses des employés chargés de la dépollution : les combinaisons de papier plastifié n'assureraient pas une bonne protection car elles seraient déchirables. Les méthodes de dépollution sont aussi mises en cause : dépolissage des maisons avec des aspirateurs normaux et lavage des sols avec des serpillères et des détergents ordinaires. Au dehors, le sol serait seulement lavé avec de l'eau sous pression. Rappelons que la dioxine ne se dissout pas dans l'eau.

Fin de la grève à la CIMADE

Jeudi après-midi, la section syndicale CFDT de la CIMADE (Comité œcuménique d'entraide) à Paris, a décidé de mettre fin à sa grève déclenchée vingt-quatre jours auparavant. L'accord signé entre la direction de l'association et les délégués syndicaux prévoit qu'une personne sera embauchée au service «alphabétisation».

Mais une des principales revendications des grévistes a été refusée par la direction. Le responsable du secteur «Migrants» M. André Legouy devra quitter la CIMADE au mois de janvier. De plus, les jours de grève ne seront pas payés. La CFDT a déclaré que «ce refus systématique» représente «une sanction contre les grévistes».

Bruno Le Dantec est réintégré

La mobilisation des élèves du Lycée Honoré-Daumier de Marseille aura finalement payé. Renvoyé de l'établissement le 10 octobre pour avoir apposé, sur le panneau d'«expression libre», une affiche politique que la directrice qualifiait immédiatement d'appel à la révolution, Bruno Le Dantec, élève de première, a été réintégré par le Conseil de discipline. C'est incontestablement une victoire contre la politique répressive qu'Haby tente de développer dans les établissements scolaires.

Bordeaux : un étudiant blessé par la police

150 étudiants de l'école d'architecture de Talence, près de Bordeaux, s'étaient rassemblés jeudi au bord de la RN 10 et avaient organisé une sorte de péage improvisé, demandant un franc symbolique aux automobilistes. Transformant leur traditionnel «chahut» de rentrée en manifestation, ils entendaient protester ainsi contre l'absence de passage clouté devant leur école. Malgré de nombreuses réclamations ces dernières années, ils n'avaient toujours pas obtenu satisfaction.

En guise de clous, ce sont ceux des chaussures de policiers qui sont rapidement apparus. Casques et boucliers en main, les policiers descendirent de trois cars et brutalisèrent un touriste étranger qui voulait prendre des photos. Révoltés, les étudiants s'en prenaient alors aux policiers qui ripostaient en chargeant, jusque dans la cour de l'école. Un étudiant blessé à la tête a dû être hospitalisé.

INFORMATIONS GENERALES

Les permissions des prisonniers remises en cause

Les «permissions» accordées aux prisonniers qui purgent une longue peine sont maintenant remises en cause par le gouvernement. Arguant qu'un certain nombre de «permissionnaires» récidivent lors de la permission, les gradés de police exigent depuis longtemps une restriction de ces permissions. La décision qui va entrer en application dès le mois prochain les satisfera : désormais l'avis du juge d'application des peines et de la commission ne suffiront plus à donner l'autorisation. L'avis du procureur sera requis pour toute demande, ce qui va se traduire par une limitation importante du nombre des permissions.

Cette mesure s'appuie sur une argumentation fallacieuse car en réalité le nombre de récidivistes semble minime : 0,03 % des permissionnaires !

Un projet de loi est en préparation pour trancher les conflits possibles entre le procureur et le juge d'application des peines. Dans ce cas la cour d'appel serait appelée à trancher le différend.

Radio Abbesses émet

En plaçant l'aiguille de votre transistor sur 102 MHz (modulation de fréquence), vous avez dû entendre ce samedi de 11 heures à 12 heures «Abbesses Echo», radio locale du 18^e arrondissement de Paris. Au programme : discussion sur la cassette «Klaus Croissant», point de vue d'un groupe de femmes sur le viol et actualités de quartier.

Ouverture du congrès du SMG

Le syndicat de la Médecine générale vient d'ouvrir à Lyon son 3^e congrès. Un congrès en 2 parties. Débats publics les deux premiers jours, congrès statutaire lundi et mardi. De nombreux thèmes de discussions à l'ordre du jour : bilan d'expériences de mise en œuvre de nouvelles pratiques médicales, discussion sur les «unités sanitaires de base», liens du SMG avec la classe ouvrière, élargissement ou non du syndicat des généralistes aux spécialistes des hôpitaux.

La police cherche à étouffer l'affaire Boukhezer

Le 25 octobre dernier, trois militants de l'Association de solidarité avec les travailleurs immigrés de Chatenay-Malabry ont été interpellés puis interrogés par la police au moment où ils faisaient signer une pétition de soutien à la famille de Mustapha Boukhezer (abattu par le brigadier Marchaudon le 23 août dernier). Il faut rappeler que le brigadier Marchaudon, pour sa part, n'a toujours pas été inquiété...

Les hussards de la Lorraine

Alice Saunier Seïté, le hussard des universités, a bien confirmé la nouvelle : elle va se présenter dans la deuxième circonscription de Metz. Masson, élu RPR local, en a du coup, avec une dizaine de maires, organisé une espèce de petite manifestation devant la préfecture, pour protester contre ce «parachutage». Par ailleurs, Stoléro, le secrétaire d'État aux expulsions, est également parachuté à Saint Dié. Là encore, le RPR commence sérieusement à renacer : il menace aussi d'opposer son candidat à l'envoyé gouvernemental. C'est l'image de l'union au sein de la «majorité».

**Achetez
le Quotidien du Peuple
tous les jours dans
le même kiosque**

LES «CARTONS» DES «SHERIFFS» 2 MORTS, 4 BLESSÉS :

QUI CRÉE L'INSÉCURITÉ ?

● Deux morts, quatre blessés : les policiers ont la gachette rapide et perdent l'usage de la sommation. Les graves faits survenus jeudi et vendredi en attestent. Trois jours après le procès de la «bavure» de Charenton, où un jeune inspecteur

était tombé sous les balles de ses collègues de la brigade anti-gang. Ce même vendredi les policiers syndiqués distribuaient deux millions de tracts en région parisienne pour demander un renforcement de leurs effectifs.

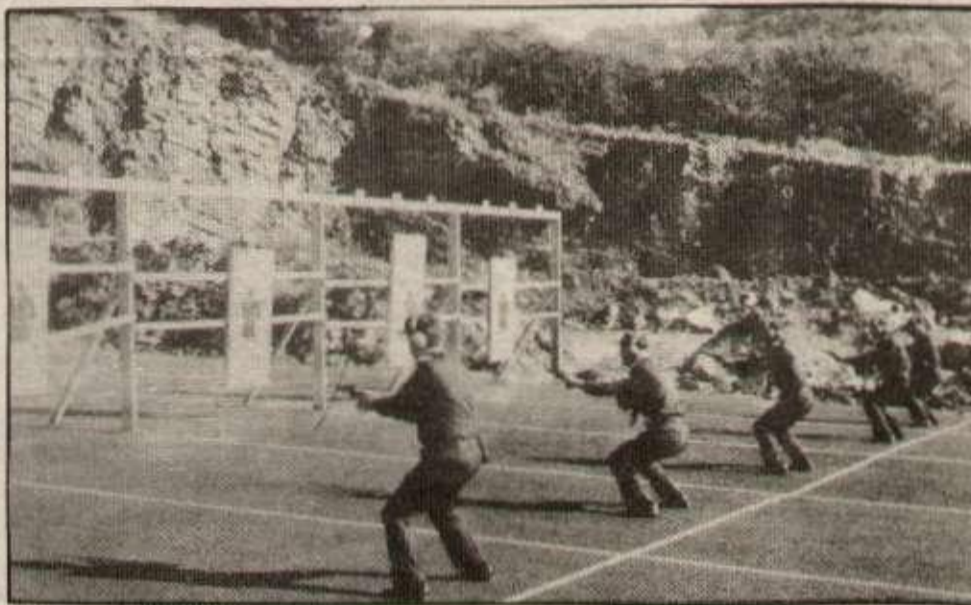
Vendredi, trois heures du matin : la gare de Fontenay-le-Fleury, trois groupes d'hommes prennent place aux abords de la gare. Le commissaire Bolusset qui est «principal» au commissariat de Saint Cyr l'École (Yvelines) a bien fait les choses. Un indic l'a informé que deux escrocs s'apprêtaient à vider le coffre fort de la gare de son contenu, à trois heures du matin. En mal d'action, les hommes de Saint Cyr préparent fiévreusement leur opération objectif : le flagrant délit. Dans la nuit, les trois groupes de flics guettent. Deux hommes apparaissent et se dirigent vers la porte du bureau où se trouve le coffre et commencent à la crocheter.

Soudain, s'est la fusillade. Les coups de feu éclatent de plusieurs directions. Une fois la fusillade terminée, deux corps gisent par terre : ceux de deux policiers. Le Parquet de Versailles affirme : «Chacun des inspecteurs, en dépit des sommations d'usage lancées, a cru avoir affaire à un malfaiteur». On voit mal comment un tel carnage aurait pu avoir lieu aussi vite, si les sommations avaient été lancées. En fait, il semble que deux inspecteurs se soient pris pour cible, chacun prenant l'autre pour un dangereux gangster. Le premier tirant sur l'autre le touche aux jambes et à l'abdomen, attirant sur lui les rafales d'un troisième inspecteur... Résultat : un mort et un blessé grave.

Fait révélateur, d'après le récit des flics, les cambrioleurs n'étaient même pas armés !

UN «ANXIEUX MYTHOMANE»

Aujourd'hui les bruits les plus divers courent et, comme à chaque bavure, la police cherche à distraire l'attention du public. (C'était la nuit, il y avait du brouillard, etc.). Pourtant un fait retient l'attention. Il y a quelques mois, le commissaire principal Bolusset avait fait l'objet d'une pétition signée par le personnel de Saint Cyr l'École. Les flics demandaient à être dirigés par un principal «responsable» et non pas un «anxieux mythomane» et «fatigué nerveusement». Les signataires ne voulaient plus «continuer à vivre dans un climat de tension morale faisant craindre à tout moment l'incident irréversible...». A noter que le commissaire Bolusset non seulement n'avait pas été déplacé mais, que l'autorité supé-



Exercice de tir à l'école de St Cyr. Dans la nuit de vendredi, à Fontenay-le-Fleury, les cibles étaient d'autres policiers.

rieure, appréciant sans nul doute ses capacités de «fonctionnaire», lui confiait la responsabilité du service d'ordre du Tour de France !

Dans la même nuit, le quartier des Minimes à Toulouse a été transformé en véritable champ de tir par la brigade anti-gang. Poursuivant un malfaiteur, les hommes du GRB (groupe de répression du banditisme), échangeaient en pleine rue Roland Garros une bordée de projectiles. Deux flics tombent blessés l'homme poursuivi, blessé, réussit à s'enfuir.

Vendredi après-midi, Paris 20^e arrondissement : se lançant à la poursuite de trois cambrioleurs, la 4^e brigade territoriale échange des coups de feu avec l'un d'entre eux. Un flic est blessé. Un cambrioleur est abattu...

Deux morts, quatre blessés, le carnage réalisé en moins de 24 heures met en pleine lumière ce que Poniowski puis Bonnet ont nommé «l'efficacité» de la police. Entraîné à tirer sans crier gare, au tir d'instinct, aux «cartons», la police est éduquée dans un véritable climat de «tension» créé autour de thèmes de propagande tels que «la montée de la criminalité», et cautionnant la haine des jeunes, le racisme anti-immigrés, etc. Il n'est guère étonnant qu'une telle mécanique engendre des hommes du genre commissaire Bolusset.

Hier dans les rues de Paris et de sa banlieue, les hommes du Syndicat générale de la police, dirigé par Jean Chaunac (proche du PCF) distribuaient deux millions de tracts pour dé-

noncer «le dépérissement du service général» et exiger un renforcement des effectifs, pour exercer une surveillance plus rapprochée dans les quartiers et les banlieues. Quelques jours plus tôt, Christian Bonnet demandait à l'Assemblée une augmentation

de 20% du budget du ministère de l'Intérieur... De Fontenay-le-Fleury à Paris, la police développe l'insécurité et «l'insécurité» sert à exiger le renforcement de la police. La boucle est bouclée...

Pierre PUJOL

Un «programme commun» pour les femmes

L'association «Choisir», présidée par Gisèle Halimi, considère qu'en dépit des manifestes et du programme commun de la gauche rien n'est prévu pour améliorer de façon substantielle le sort des femmes. En conséquence, elle a décidé d'élaborer un «programme commun des femmes», lequel, précise-t-elle, «n'est en aucun cas le pendant du Programme commun de la gauche». Il y est demandé la dénonciation de la clause de conscience prévue par la loi sur l'avortement, une nouvelle définition du viol, visant à inclure dans ce délit : «toutes les agressions sexuelles commises par un homme sur une femme», et le droit, pour les associations féministes, de se porter partie civile dans les procès de cet ordre.

Le PCF et les femmes...

«Les femmes doivent avoir droit au chapitre, et aucun autre parti ne s'adresse aux femmes avec autant de résolution que le nôtre», a déclaré Madeleine Vincent, membre du bureau politique du PCF, au cours d'une conférence de presse sur le thème «la parole aux femmes, avec les communistes pour l'Union et le changement». Ce n'est pas souvent que le PCF s'adresse aux femmes. Il faut que le besoin électoral soit bien fort pour l'engager ainsi à débattre, comme il en a le projet, avec les travailleuses de plus d'un millier d'entreprises. Le reste du temps, il les engage plutôt à lire «Antoinette», et à cultiver l'Union des femmes de France. Aujourd'hui, il les appelle à de «hautes responsabilités». La preuve ? Sur 816 candidats à la députation désignés à l'heure actuelle par le PC, 64 sont des femmes titulaires, et 96 des suppléantes. En voilà du changement !

Les plus fortes hausses de ces dernières années

BARRE SATISFAIT

● Octobre 1976. Le nouveau premier ministre, désigné après le départ de Chirac, présente son plan «anti-inflation»: la hausse des prix atteint, ce mois-là, le taux de 0,9 %, taux jugé inacceptable par le gouvernement. Pour faire face à la situation, on a fait appel au meilleur économiste de France. Celui-ci promet de réduire l'érosion du pouvoir d'achat de la monnaie à 6,5 % pour l'année 1977.

Octobre 1977: le meilleur économiste de France vient de décider de réunir un conseil interministériel la semaine prochaine. Sujet de la séance: la hausse des prix. Elle a atteint, pour le mois de septembre, le taux, jugé inacceptable, de 0,9 %.

Ce n'est pas une plaisanterie. C'est exactement les conditions dans lesquelles Barre vient de célébrer le premier anniversaire — sur le plan des résultats — de son fameux plan annoncé à son de trompe l'année dernière. Le plus officiellement du monde, le pouvoir vient ainsi de signer la faillite des projets qu'il avait formulés à l'époque.

Naturellement, le premier ministre trouve le moyen d'être quand même satisfait de quelque chose. Selon le ministère des finances, «la tendance de l'évolution des prix traduit une certaine décélération»: L'autosatisfaction, chez Barre est comme une seconde nature.

ALIMENTATION : LA PLUS FORTE HAUSSE DEPUIS 20 ANS

Pensez donc ! Le poste de l'indice qui est le principal responsable de la galopade effrénée n'est que celui de l'alimentation... le poste, précisément, qui occupe de loin la plus grande place dans le budget des familles populaires. Au total, celui-ci officiellement fait un bond de 14,1 % en un an.

Ces chiffres que l'on manipule froidement dans les services ministériels, ils représentent moins de viande, moins de fruits, sur les tables des familles populaires.

UN EMPLOI POUR NEUF CHÔMEURS

Plan d'austérité, écrivions-nous au lendemain de la publication des mesures Barre en 1976. Et c'est bien vrai. Mais aussi plan de chômage. Là encore, la triste réalité vient nous donner raison. Certes, monsieur Ceyrac, porte-parole du patronat, sortant de chez Giscard, a affirmé la main sur le cœur qu'il tiendrait les objectifs fixés par le plan Barre-bis, de 300 000 jeunes embauchés d'ici la fin de l'année.

Mais les chiffres les plus officiels, une fois de plus,

viennent interdire tout optimisme dans ce domaine.

Depuis le début de l'action du «meilleur économiste de France», le chômage n'a en effet suivi qu'une courbe ascendante, et le ministère du travail a dû reconnaître pour le mois d'août une augmentation de 26 % du nombre des sans-emplois depuis un an. Alors qu'il y avait, l'année dernière à la même époque, un emploi offert pour 6 chômeurs, il n'y en a plus aujourd'hui qu'un pour neuf. Et, non seulement le chiffre global a considérablement augmenté, mais la part des jeunes de moins de 25 ans dans le total est passée de 40 à 42,3 %: une augmentation encore plus rapide que

dans les autres tranches d'âge.

Quant aux «emplois» offerts aux jeunes, on sait ce qu'il en est: «vacataires» embauchés pour quelques mois aux PTT à 1 300 F par mois, prétendus «nouveaux embauchés» qui viennent remplacer dans les entreprises les intérimaires dont le contrat n'est pas renouvelé, «stagiaires» et «apprentis» qui viennent fournir aux entreprises une main d'œuvre gratuite pour les premiers, et pratiquement pas payée pour les seconds. C'est assez clair: le plan d'embauche des jeunes n'est autre chose que poudre aux yeux, exploitation renforcée et cadeaux de l'État au patronat.

DE SOI-DISANT DÉFENSEURS

Voici un peu plus d'un an, à travers toute la France, un puissant mouvement se dessinait pour faire face à l'offensive de la bourgeoisie organisée par le premier ministre. Le 7 octobre 1976, grèves et manifestations secouaient le pays; la possibilité de mettre le holà au blocage des salaires, à l'augmentation du chômage, inscrits dans le plan gouvernemental, se dessinait.

Cet élan a été brisé. D'un commun accord, les directions syndicales liées aux partis de gauche ont organisé la dispersion et l'étouffement progressif des luttes, préoccupées qu'elles étaient avant tout de favoriser le succès électoral de l'alliance PCF-PS pour mars 78. Ils nous ont contraint à attendre. Aujourd'hui, voilà que les

principaux responsables de cette politique, les dirigeants du syndicat le plus puissant, la CGT, viennent nous dire que le parti socialiste entend poursuivre la politique d'austérité s'il venait au gouvernement, nous appeler à soutenir contre lui les positions du PCF.

Mais les travailleurs savent faire leur bilan: pendant une année, on les a trompés, on les a nourris de faux espoirs. Pendant une année, on les a empêchés de prendre eux-mêmes en mains leur lutte pour la satisfaction de leurs revendications les plus urgentes. Ceux qui ont mené cette politique n'ont aucun titre, aujourd'hui, à se présenter comme les «meilleurs défenseurs des travailleurs».

Jean LERMET

Ample moisson

Parlant à Toulouse, Fiterman, l'ancien secrétaire particulier de Marchais, a aligné les citations de dirigeants socialistes moissonnées ici et là pour bien montrer la perfidie du parti de Mitterrand. Il s'en est pris à Martinet, qui a dit: «la présence de Giscard, au lieu d'être un obstacle, serait au contraire l'élément qui sécuriserait une grande quantité de travailleurs»; à Charles Emile Loo, second de Defferre, qui a affirmé: «les socialistes vivent très bien sans le parti communiste. Toutes les réunions que nous faisons en dénonçant durement les cocos passent d'une façon extraordinaire»; à Pierre Mauroy qui a dit: «le PS est à la veille de son plus grand succès électoral». Fabre non plus n'a pas été épargné. Conclusion de Fiterman: «le PS refuse un bon accord mais il nous demande nos voix. Nous n'avons pas à cautionner une opération qui consisterait à porter le PS au gouvernement». La dernière phrase a sauté dans le compte-rendu de l'Humanité. La direction du PCF a dû préférer qu'on ne puisse pas lui rappeler cette citation au cas où, malgré tout, il n'aurait plus d'autre solution que de «cautionner»...

Les danseurs de la «majorité»

Les partis de la «majorité» continuent leur petit ballet pré-électoral. Au centre des préoccupations: toujours les rapports entre le RPR et les «autres». Ces «autres», ce sont les centristes du CDS et le PR giscardien: leurs secrétaires généraux se sont rencontrés. Mais c'est aussi les radicaux de Schreiber: ils viennent de demander, conjointement avec le CDS une rencontre à trois avec le PR. Or, les radicaux n'ont pas participé aux discussions entre les partis de la «majorité»: ils ont toujours l'intention d'arriver à un pacte électoral avec CDS et PR, concurrent des accords signés par ceux-ci avec le RPR, tout en gardant de leur côté la liberté de se présenter là où ils voudront contre les chiraquiens. Tout cela fait une jolie salade, avec, dans la sauce, beaucoup plus de vinaigre acide que d'huile adoucissante.

Conseil des ministres

Objectif cadres

Dans la série «gagnons les suffrages des cadres», le conseil des ministres a examiné un projet de loi

pour «développer la concertation dans les entreprises». Il s'agit, non de «participation des travailleurs», idée devenue trop banale et d'ailleurs déjà enfourchée par certaines formations de la majorité, mais d'une «association plus étroite du personnel d'encadrement».

A dater du 1^{er} janvier 78, les cadres des entreprises de plus de 500 salariés seront associés à la recherche de «nouvelles formes de gestion qui fera une place plus large à l'information et à la consultation régulière». Ce sont les chefs d'entreprises, en liaison avec les intéressés, qui seront chargés de préparer un rapport sur les voies et moyens d'un développement d'une telle concertation.

Cette décision, communiquée à l'issue du conseil des ministres de mercredi 26 octobre, est dite à «caractère incitatif et expérimental» et qualifiée par ses auteurs de «vastes expériences» dont le gouvernement tirera les leçons.

Vaste opération de charme, à visée électorale, et qui s'inscrit dans la démagogie spécifique de Barre, toute entière tournée vers la récupération des couches moyennes, plus faciles à séduire depuis la rupture des espérances qu'elles avaient pu placer dans les partis du Programme commun.

LES ÉCOLOGISTES PRÉPARENT 78

Le Bureau National provisoire d'«Écologie 78» s'est réuni à Paris jeudi. Cette instance est constituée de huit porte-paroles «interchangeables». Lors de la conférence de presse qu'ils ont organisée à l'issue des travaux, «Écologie 78» a confirmé qu'elle présenterait des candidats aux prochaines législatives. Un Comité National de soutien s'est formé comprenant notamment René Dumont qui s'était présenté aux élections présidentielles de 1974. Par ailleurs, une souscription nationale de soutien à la campagne va être organisée. La plateforme qui avait été présentée à la presse est celle qui avait été adoptée au Havre le 18 septembre. «Écologie 78» met en avant cinq axes pour cette campagne dans lesquels on relève notamment: «La dénonciation de l'écart grandissant entre les pays développés et les pays du Tiers-Monde, le refus du gaspillage énergétique et partant, du programme nucléaire déjà réalisé ou en projet, le refus de la pollution, de l'asservissement des individus, des collectivités et des ré-

gions.» Ce dernier point est particulièrement cher aux Amis de la Terre par exemple qui insistent sur «l'aliénation des individus et semblent envisager une issue dans une libération individuelle ou en petit groupe».

«Écologie 78», pour présenter des candidats aux élections met des conditions: il ne doit pas y avoir de désistement, c'est-à-dire que le mouvement veut éviter que des candidats de droite ou de gauche reprennent en apparence leurs revendications dans le but de recueillir les «voix vertes».

«S.O.S. Environnement» qui tenait une conférence de presse la veille, précise pour sa part qu'il se maintiendra s'il obtient 12,5 %, des voix au premier tour. «S.O.S. Environnement» souhaite des listes unitaires à condition qu'il y ait «une déclaration commune» au minimum des «candidats communs» sous la même étiquette qui adopteront la même attitude. «S.O.S. Environnement» est également catégorique et affir-



Les représentants écologiques régionaux se sont réunis les 17 et 18 septembre dernier, en Normandie, pour préparer les élections législatives.

me que si au premier tour ces candidats n'obtiennent pas le seuil des 12,5 % des inscrits «ils ne devront se désister sous aucun prétexte». En ce qui concerne les négociations avec «Écologie 78» le représentant du mouvement a annoncé qu'une position commune doit être adoptée avant le 20 novembre.

EXTRAITS DE LA PLATE FORME D'ÉCOLOGIE 78 ADOPTÉE AU HAVRE LE 17 ET 18 SEPTEMBRE

Arrêt immédiat de l'ensemble du programme nucléaire civil et militaire (...).

Toutes les adhésions à la plate-forme sont souhaitées et tout contact possible d'ici le premier tour (...) par contre, aucune négociation n'aura lieu entre ces deux tours de scrutin. En outre chaque candidat d'écologie 78 s'engage à refuser toute opération locale, négociée ou non pouvant aboutir à des désistements, reports de voix en faveur de candidats pour l'ensemble des deux jours.

INTERNATIONAL

Le Sahara à travers la presse

«NOUVELLES PRÉCISIONS»
POUR L'AGRESSION

Après la vague d'appels à une intervention directe, de commandos du type Entabbi, la presse de samedi matin se répand en de nouveaux commentaires «précisant» ce que pourraient être les modalités d'une agression de l'impérialisme français au Sahara occidental. «A la demande de la Mauritanie, écrit L'Aurore, la France pourrait envoyer sur place, à Zouerat, dans le centre portuaire de Nouadhibou et le long de la voie ferrée une assistance technique et militaire... Cette force de «vigiles» recevrait une mission limitée. Son rôle serait purement passif, défensif, de protection des 700 ressortissants français

encore présents en Mauritanie...»

L'Aurore semble abonder dans le sens d'une présentation plus prudente, plus nuancée de l'intervention qu'elle réclame. L'Aurore prétend que le corps expéditionnaire n'aurait pas de «droit de poursuite», étant donné l'immensité des régions qu'il «surveillerait» et les méthodes de lutte de l'armée du Polisario. La crainte d'un isolement international et de l'hostilité populaire en France face à une telle expédition, est sans doute ce qui justifie une telle présentation. En même temps, le caractère prétendument «défensif» de l'agression envisagée

est une façon odieuse d'habiller les prétentions de l'impérialisme français.

Précisant sont point de vue, L'Aurore envisage en même temps que le renforcement de la participation au conflit de l'impérialisme français du côté mauritanien, une agression marocaine contre les camps de réfugiés en Algérie: «Le président Giscard ne se sent plus le droit de freiner le roi Hassan II... L'action contre les bases sahraouies de Tindouf pourrait se traduire par une opération aéroportée des forces marocaines».

Cependant une telle intervention en Algérie ne semble pas enthousiasmer tant que cela les plumitifs de la presse bourgeoise, ceci non pour des raisons humanitaires, mais parce qu'une détérioration trop grande des relations avec l'Algérie, avec ses répercussions est jugée peu favorable aux intérêts de l'impérialisme français. C'est ce qu'expliquait vendredi dans le Figaro le gaulliste de la Gorce, affirmant qu'il ne fallait pas isoler la France en Afrique. Max Clos, dans l'éditorial du journal d'Hersant samedi, tout en préconisant la fermeté, redoute à son tour une rupture avec l'Algérie, en cas d'agression française: «Cela signifierait une condamnation inévitable de l'opinion internationale et très probablement la perte d'une large part de notre influence en Afrique».

Ce sur quoi le concert de la presse, de la radio et de la télévision bourgeoise, est en tous cas unanime, c'est sur la négation pure et simple de l'existence du peuple sahraoui, le travestissement complet de ses positions. Le Figaro affirme: «Il est parfaitement clair que le Polisario n'existe que grâce à l'aide algérienne...». De même, en parlant des propositions de médiation de l'ambassadeur d'Algérie, Europe N° 1 déclarait samedi matin: «Pour la première fois, l'Algérie fait un geste en direction de la France. C'est le résultat des pressions diplomatiques exercées par la France». Après le début de la campagne contre le Front Polisario, le présentant comme «une poignée de terroristes», on insiste aussi maintenant sur la thèse selon laquelle le Front Polisario n'est qu'une création de l'Algérie.

Tout en continuant à préparer l'opinion à une intervention armée, principalement en Mauritanie, les commentateurs de la presse indiquent que l'impérialisme français semble encore hésiter sur la nature de cette intervention, misant peut-être, à défaut d'une agression directe de grande envergure, sur une intervention plus limitée, comprenant notamment une aide accrue aux agresseurs marocain et mauritanien.

Sahara

C'EST
LE GOUVERNEMENT
FRANÇAIS
QUI REFUSE DE DISCUTER

Le Front Polisario organise la vie du peuple: il prend en main l'éducation de la jeunesse sahraouie.

Alors que se poursuit la campagne de la presse bourgeoise visant à préparer l'opinion à une éventuelle intervention contre le peuple sahraoui, l'Association des amis de la république sahraouie démocratique rappelle les positions déjà connues du Front Po-

lisario sur la question des prisonniers. De son côté, le gouvernement algérien, qui a réaffirmé qu'il n'y avait pas de Français détenus sur son territoire, s'est déclaré prêt à favoriser tout contact entre le gouvernement français et le Front Polisario.

Deux avocats français représentant les familles des Français disparus se sont rendus, quant à eux, samedi en Algérie pour rencontrer des représentants du Front Polisario. Mais le gouvernement français, lui, s'obstine à accuser l'Algérie, tout en refusant de s'adresser aux représentants légitimes du peuple sahraoui, dont il nie l'existence. C'est cette obstination qui est seule responsable du blocage actuel.

AU SAHARA,
DES COMBATS
QUOTIDIENS

Sauf pour la calomnie à l'occasion de campagnes comme celle qui est actuellement en cours, la presse fait, le plus souvent, silence sur la lutte du peuple sahraoui. Cette lutte est pourtant une lutte quotidienne prolongée, aussi bien dans le territoire occupé du Sahara que dans le Nord de la Mauritanie et le Sud du Maroc.

* Le 14 octobre, combat à Oumbrouss à 60 kms environ au Sud de Bir Moghreïn (146 morts et 35 prisonniers parmi les troupes d'occupation), 12 jeeps, 3 camions, un important matériel récupéré.

* Le 21 octobre, près de Bir Lahlou: 125 morts, 35 prisonniers du côté ennemi, 14 véhicules et 2 engins blindés détruits, 6 véhicules récupérés.

* Le 22 octobre, attaque contre le train minéralier: 6 locomotives et wagons détruits, 9 prisonniers.

* Le 26 octobre, combat à Quad Niss à 30 kms au Nord de Bir Moghreïn: 93 morts marocains, 12 prisonniers, 6 GMC détruits, 2 Land-Rover et un camion plein de munitions récupérés.

* Du 26 au 27 octobre, pilonnage de Smara et d'Amgalla.

COMMUNIQUÉ DE L'ASSOCIATION DES AMIS
DE LA RÉPUBLIQUE ARABE SAHRAOUIE
DÉMOCRATIQUE

Depuis maintenant plus de six mois, six Français ont disparu après une attaque menée par le Front Polisario contre la ville minière de Zouerat, poumon économique de la Mauritanie, et une de ses bases militaires les plus importantes.

Les responsables du Front Polisario et du gouvernement de la République Arabe Sahraouie Démocratique ont déclaré à plusieurs reprises qu'ils publieraient la liste de leurs prisonniers, dont ceux détenus à la suite de l'opération de Zouerat, quand la Mauritanie aurait communiqué la liste des prisonniers sahraouis, civils et militaires, qu'elle détient. A ce jour, aucune réponse n'a été apportée. A nouveau, deux autres Français viennent s'ajouter à la liste des disparus. L'association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique, préoccupée par le drame que vivent les familles des disparus, tient à souligner la lourde responsabilité du Gouvernement Français dans cette affaire.

En effet, malgré de multiples déclarations du Gouvernement Français reconnaissant le droit à l'autodétermination des populations sahraouies, ce même gouvernement, agissant en contradiction flagrante avec ses déclarations, renforce son soutien au Maroc et à la Mauritanie dans leur entreprise militaire d'occupation du territoire de la République Arabe Sahraouie Démocratique. Le Gouvernement Français vient tout dernièrement d'expédier du matériel de guerre en Mauritanie et s'apprête à envoyer dans ce pays plusieurs centaines de parachutistes français qui sont placés en état d'alerte.

Dans ces conditions comment s'étonner de l'insécurité qu'encourent les citoyens français présents au Maroc et en Mauritanie. La puissance militaire que la France met au service des agresseurs marocains et mauritaniens risque tôt ou tard de se retourner contre des citoyens français présents dans les zones de guerre, que le Gouvernement Français alimente.

Nous demandons aux forces démocratiques françaises et à tous les Français conscients des risques que le Gouvernement Français fait encourir à certains de ses ressortissants, de dénoncer la politique de ce Gouvernement, qui tente de se servir de la «thèse des otages» pour justifier son soutien inconditionnel aux régimes marocain et mauritanien.

Paris le 27.10.1977

Menaces contre
Chtcharansky

Dans un communiqué, l'Agence officielle Tass, a qualifié Chtcharansky, militant pour les droits civiques en URSS, de «traître à la patrie» qui sera «sévèrement puni». Emprisonné depuis plusieurs mois au secret et accusé par le KGB d'«intelligence avec l'ennemi», Chtcharansky risque une lourde peine de prison et même la peine de mort.

Carrillo:
poignée de main
avec l'extrême-droite

Le processus du «pacte social» semble en bonne voie. Jeudi, le dirigeant du PCE a donné une conférence sur l'«eurocommunisme» devant une association fréquentée par la grande bourgeoisie madrilène. C'est Fraga, ancien ministre de Franco, anticommuniste notoire, qui l'a accueilli en lui serrant la main. Il a présenté Carrillo au public en disant: «Il est inutile de regarder en arrière et de rappeler ce qui me sépare de Santiago Carrillo. Ce dont il s'agit, c'est de savoir si nous voulons, une bonne fois, faire en sorte que l'avenir de l'Espagne nous soit commun».

Angleterre
les mineurs face
aux primes
de productivité

Les directions des mines ayant proposé un système de primes de productivité, tous les mineurs vont être appelés à se prononcer dessus par un vote les 26 et 27 octobre.

Tout en récitant la validité d'un tel vote, dans la leur revendication de 30%. Ils appellent leurs militants syndicaux, la plupart des syndicalistes appellent à voter non: ils donnent les raisons suivantes:

— l'inévitable accélération de la production causée par cette prime engendrera un taux d'accidents plus élevé.

— la course à la productivité mènera rapidement à la concentration de l'activité dans les zones les plus rentables et à des fermetures de puits et à des licenciements ailleurs. Elle entraînera la rivalité entre mines.

— la prime de 23,50 livres par semaine (un peu moins de 200 F) ne serait obtenue que par le mineur au front de taille qui augmente sa production de 25%. Mieux vaut exiger le salaire de 135 livres par semaine (1 150 F environ), ainsi que le proposait le congrès du syndicat.

— les autres catégories de mineurs et d'ouvriers de la mine auraient des primes inférieures: 65%, 50% ou 40% de la prime de front de taille, ce qui introduisait les divisions entre les travailleurs. En cela l'offre de la direction est encore plus rétrograde que son offre de 1974, rejetée par 67% des travailleurs.

Comité central du PCI

DES PROBLEMES

Le Comité central du P.C.I. qui s'est réuni à Rome mercredi et jeudi semble avoir enregistré la manifestation d'un certain nombre de désaccords au sein du parti de Berlinguer. La stratégie du «compromis historique» semble poser des problèmes : les révisionnistes italiens réclament le partage du pouvoir avec la démocratie chrétienne ; mais celle-ci, tout en leur faisant approuver son programme de gouvernement ne leur laisse que

peu à peu des places dans l'appareil d'Etat sans les faire entrer au gouvernement. Cette situation d'équilibre instable ne peut durer longtemps. A la veille de la réunion, Amendola, l'un des dirigeants du P.C.I. avait déclaré : «Je crois que dans de nombreux secteurs de notre parti, surtout parmi les jeunes, il y a des réserves sur le compromis historique. Il y a entre les dirigeants du P.C.I. d'avantage d'unité formelle que

de véritable compréhension.»

Dans son intervention au comité central, Amendola a repris la même idée, regrettant que les contradictions ne se manifestent pas au grand jour. Il semble que le malaise des militants du P.C.I. s'accroisse à la suite des questions que les travailleurs ne manquent pas de lui poser sur ses objectifs. Pour les rassurer, Napolitano, autre dirigeant a

laissé entendre que le P.C.I. ne pouvait rester indéfiniment dans l'anti-chambre du pouvoir et a lancé un nouvel appel pour un gouvernement de la D.C., du P.S., et du P.C. sur la base d'un programme de gouvernement. Ce n'est pas la réaffirmation de cette perspective politique qui pourra satisfaire les travailleurs sur qui la bourgeoisie italienne fait peser le poids de la crise avec la caution du parti de Berlinguer.

EN PALESTINE OCCUPEE : LUTTE ET REPRESSION

ONU : les colonies sionistes condamnées

C'est par 131 voix contre une seule, celle d'Israël et 7 abstentions, dont celle des USA que l'Assemblée générale de l'ONU a condamné vendredi l'installation de colonies sionistes dans les territoires arabes occupés depuis 1967. La semaine dernière, 6 de ces colonies ont encore été «légalisées» par l'Etat sioniste passant du statut militaire au statut «civil».

La résolution de l'ONU déclare que ces décisions des sionistes «n'ont pas de validité juridique et constituent une grave obstruction aux efforts visant à instaurer une paix juste et durable». L'ONU demande au gouvernement sioniste de «cesser immédiatement de prendre toute mesure qui aurait pour effet de modifier le statut juridique, le caractère géographique ou la composition démographique des territoires occupés depuis 1967, y compris Jérusalem». Enfin, la résolution demande à tous les Etats de prendre toutes mesures pour faire respecter ces différents points par l'Etat sioniste.

Le même jour, on apprenait que le département américain proposait pour le prochain budget 1,8 milliard d'aide à Israël, dont un milliard d'aide militaire avec des conditions de remboursement spéciales, très avantageuses.

● Ces dernières semaines la Résistance Palestinienne a encore développé son activité militaire à l'intérieur de la Palestine occupée. La presse sioniste a enfin été obligé d'avouer cela. Même si elle ne fait pas encore mention de l'ensemble des opérations palestiniennes.

Les dernières opérations de la Résistance ont visé principalement des objectifs militaires sionistes :

— Des explosifs ont fait sauter le local utilisé par les services de renseignements qui se trouve près du local de la police dans la colonie de Kiriat, entre Kiriat Jat, et Ashdod. Un nombre important des membres des services de renseignements ont été blessés.

— A Naplouse, un commando a attaqué une brigade sioniste qui passait dans la rue Fayçal avec des armes automatiques et des grenades. Un soldat a été tué et trois autres blessés. Les fidayin ont pu regagner leur base. Les autorités sionistes ont encerclé le quartier et ont arrêté 57 Palestiniens.

— Un commando palestinien a réussi à poser des explosifs près du barrage principal des forces de sécurité sionistes sur la route entre Bethléem et Jérusalem. L'explosion a perturbé la circulation entre les deux villes et a tué plusieurs policiers.

— Le restaurant Géréon dans la colonie Je Kiryan Ono près de Tel Aviv a été la cible d'un autre commando. Dans ce restaurant, se rencontraient les officiers des services de renseignements de la région. Un officier a été tué.

Dans la colonie de Btah Takfa, les fidayin ont posé des explosifs près du centre de la police, près de la banque Laoumi, et dans un magasin. L'explosion dans le centre de police a créé une panique générale dans la colonie et les sionistes se sont mis à la recherche d'autres explosifs, qu'ils ont trouvés.

— Un commando a réussi à piéger la voiture d'un officier supérieur de l'armée de l'air, arrêtée au Sud de la ville de Ramleh. Celle-ci a explosé et tous ceux qui s'y trouvaient sont morts, dont l'officier supérieur. Les sionistes ont reconnu sa mort.

D'autre part, des objectifs économiques ont été la cible des révolutionnaires : la principale a été l'usine Qarqal de carton et de papier se trouvant à Lod. L'usine a entièrement brûlé, malgré l'arrivée d'un grand renfort de pompiers. Les colons du quartier ont été mis en sécurité par les forces de sécurité sionistes. Les arrêts principaux des bus ont aussi été touchés dans deux villes : à Jérusalem, deux fois, et à Tel Aviv. Une usine de brome se trouvant à Beer Saba a explosé et a dégagé des gaz nocifs. Des spécialistes du

brome ont été gravement touchés.

Dans la presse sioniste, il commence à être fait mention de la lutte armée que mène le peuple palestinien sur son sol. Parmi les commentaires faits par des spécialistes sionistes, certains sont intéressants : ils parlent de plus en plus d'un plus haut niveau technique des opérations qu'il y a un an ou deux ans. Ils ont remarqué que les fidayin n'avaient pas beaucoup de mal à se déplacer en ville, qu'ils avaient certainement des connaissances là où ils agissaient, qu'ils cherchaient à passer inaperçus en empruntant les moyens de déplacement collectifs, comme le bus.

Par la panique que cela provoque chez les colons, les sionistes sont obligés de parler de la lutte armée : ils ont annoncé à leur radio l'attaque de plusieurs colonies de Haute Galilée avec des fusées Katiocha. Ils ont annoncé que les colons se sont cachés plusieurs nuits de suite dans les abris.

Yomna EL KHALIL

MALLOUM CHEZ GISCARD

Malloum, président du Tchad, a rendu visite à Giscard vendredi. Cette visite, après celle de Chirac au Tchad en 1976, qui a abouti à la reprise de la «coopération» militaire, marque un nouveau rapprochement du Tchad avec l'impérialisme français. Ceci après une période de tension consécutive aux violations de la souveraineté tchadienne commises par la France, au cours des tentatives de «réglement» de l'affaire Claustre.

Aujourd'hui, désireux de faire face à la fois à la lutte

armée du Frolimat et à un conflit frontalier avec la Libye, le gouvernement tchadien recherche des appuis un peu partout : il a reçu des armes de l'URSS, tandis qu'il y a 15 jours, son ambassadeur en demandait aux Etats-Unis. En juillet dernier, au cours du conflit avec la Libye, le gouvernement français avait aidé au transport de troupes. Mais celui-ci semble actuellement peu enclin à s'engager davantage envers un gouvernement en difficulté, et qui a développé ses liens avec d'autres impérialismes.

Togo : le gouvernement annonce la découverte d'un complot

D'après un communiqué du gouvernement togolais celui-ci aurait découvert un complot visant à assassiner le président Eyadema et à renverser le régime. Le gouvernement togolais dénonce le recrutement de mercenaires dans ce but par «certaines puissances». Il condamne «les milieux européens qui acceptent, favorisent ou tolèrent le recrutement des mercenaires».

Namibie : projets de résolution à l'ONU

Les pays non-alignés ont présenté plusieurs projets de résolutions sur la question de l'accession à l'indépendance de la Namibie, occupée par l'Afrique du Sud. Les projets stipulent que tous pourparlers concernant l'indépendance de la Namibie doivent être tenus exclusivement entre représentants de la SWAPO et ceux de Pretoria sous les auspices des Nations Unies. Ils précisent qu'ils ne peuvent avoir pour objet que le transfert du pouvoir au peuple de Namibie.

Ces textes déclarent que le régime de Pretoria est redevable d'indemnités pour son occupation illégale du territoire de la Namibie. Ils recommandent au Conseil de Sécurité des sanctions obligatoires contre l'Afrique du Sud. D'autre part, plusieurs délégués africains ont exprimé leur scepticisme au sujet des négociations négociées par les cinq pays occidentaux sur cette question, négociations qui ont plus pour but de sauvegarder l'essentiel des intérêts du régime raciste que de préparer une véritable indépendance.

Zimbabwe : le Front Patriotique doit rencontrer le commissaire britannique

Nkomo, dirigeant avec Mugabe du Front Patriotique a déclaré jeudi que les deux leaders du Front rencontreraient prochainement Lord Carver, commissaire résident britannique qui doit arriver prochainement au Zimbabwe. Il a souligné : «Si la solution proposée n'est pas le genre de plan pour lequel nous sommes sacrifiés, nous ne l'accepterons pas... Le Front Patriotique n'a jamais été d'accord sur l'envoi d'une force des Nations Unies et il ne sera pas question de l'accepter tant que nous ne savons pas quel rôle elle jouera».

D'autre part, les manœuvres à l'initiative du trust anglais Lonrho pour diviser les pays de première ligne et le mouvement de libération continuent. En effet, le président zambien Kaunda a déclaré qu'il envisageait une nouvelle rencontre avec le chef des racistes Smith. C'est Lonrho qui avait organisé une première rencontre secrète au début de ce mois.

Ile Maurice : revendication de l'île de Tromelin

Le premier ministre de l'Ile Maurice a réaffirmé les droits de son pays sur l'île Tromelin, occupée par la France. Il a déclaré que son gouvernement avait effectué des démarches diplomatiques auprès du gouvernement français. L'île Tromelin (1700 mètres de long sur 700 mètres de large) se trouve à 450 kms au Nord-Ouest de Maurice et fait partie avec la Réunion, des îles de l'Europe annexées à Madagascar et Mayotte, annexée aux Comores, du dispositif de bases militaires navales et aériennes dont dispose l'impérialisme français dans cette région de l'Océan Indien.

abonnez-vous



LA CARTE D'ABONNÉ AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

A un abonnement à

- Front Rouge, revue politique et théorique du PCRmi
- Pékin Information
- La Chine en Construction
- Reception du Manifeste pour le Socialisme

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste (Paule Lejeune)
- + La Commune en bandes dessinées
- Les dix jours qui ébranlèrent le monde (John Reed)
- Me plume au service du prolétariat (Haoran)
- Les enfants de Xisha (Haoran)
- Danger ! Amiante (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- La Commune de Paris (Lissagaray)
- La Chine à la mort de Mao (Alain Bouc)
- L'usine de la peur (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- Kan Bale lu poblek breizh, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- Viva le Vida, Carlos Andreou
- Terre de ma patrie, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- Radio Renaissance, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : Checca
- Chile Resistencia
- Neussac
- La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants
- Ki Du (Gilles Servat)
- Ça branle dans le manche (François Tusques)
- Le pouvoir des mots (Gilles Servat)
- Dansons avec les travailleurs immigrés (François Tusques)

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie athenaï (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Duguesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Caen** La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hamattan
18, rue des Quatre Vents (8°) (10%)
Tachann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plema
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)
- Reims** Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5°
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1°) (tarif étud.)



Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-amis, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

Samedi 29 octobre

- TF 1**
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Numéro un, Roger Pierre
 21 h 40 - Le riche et le pauvre. Feuilleton américain. 8^e épisode.
 22 h 30 - A bout portant. Coluche
- A 2**
 20 h 00 - Journal
 20 h 35 - Les rebelles. Film TV d'après les romans de Jean-Pierre Chabrol. Première partie : le feu. La chronique d'un village de Lozère de 1932 à 1936. La révolte des jeunes, la grève des mineurs. Intéressant.
 22 h 05 - Voir. Magazine. Il y a dix ans... Che Guevara.
 22 h 55 - Drôle de baraque. Avec Zouc.
- FR 3**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Samedi entre nous
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Thalassa : la circulation maritime sur la Manche
 20 h 30 - Tout contre un petit bois. Adaptation télévisée prise de théâtre. Une femme de cinquante ans, enfermée dans une maison de repos, aux prises avec ses souvenirs.

Dimanche 30 octobre

- TF 1**
 13 h 00 - Journal
 13 h 20 - C'est pas sérieux
 14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
 14 h 15 - Variétés
 15 h 15 - Cinéma
 15 h 30 - Gorri, le diable
 16 h 00 - Tiercé à Longchamp
 16 h 05 - Vive le cirque
 16 h 45 - Sports première
 17 h 50 - Ma femme a disparu
 19 h 25 - Les animaux du monde
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La guerre de Murphy. Film anglais de Peter Yates (1971). Avec Peter O'Toole et Philippe Noiret. Un navire de guerre anglais est coulé par un sous-marin allemand. Le mécanicien rescapé veut se venger. Ni original ni réussi.
 22 h 15 - Expressions. Magazine culturel.
- A 2**
 12 h 00 - Bon dimanche avec Jacques Martin.
 14 h 25 - Ces messieurs nous disent
 15 h 35 - Tom et Jerry
 15 h 40 - Sur la piste des Cheyennes
 16 h 30 - Trois petits tours
 18 h 05 - Contre ut
 19 h 00 - Stade 2
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - Musique et music
 21 h 35 - Enquête sur la santé mentale d'un pays au-dessus de tout soupçon. Émission de Daniel Karlin. 2 : La loi du père. «La folie est-elle le lieu de mensonge ou bien celui d'une vérité qui nous reste incompréhensible ?»
 23 h 50 - Journal
- FR 3**
 16 h 55 - Les grands fleuves
 17 h 50 - Espace musical
 18 h 45 - Spécial DOM-TOM
 19 h 00 - Hexagonal
 19 h 55 - Spécial sports
 20 h 05 - Cheval, mon ami.
 20 h 30 - L'homme en question. Raymond Aron. Autoportrait de R. Aron, sociologue et journaliste de droite.
 21 h 40 - Trois scènes avec Ingmar Bergman
 22 h 30 - Hommage à Victor Sjöström. Larmes de clown. Paul devenu clown par dépit fait rire aux larmes.

Lundi 31 octobre

- TF 1**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Eh bien raconte
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La nuit de l'iguane. Film américain de John Huston (1964) en version française. Avec Richard Burton, Ava Gardner, Deborah Kerr. Ce film de John Huston est adapté d'une pièce de Tennessee Williams. Un pasteur chassé cause de scandale devient guide touristique. Il accompagne au Mexique un groupe d'institutrices frustrées. Une nuit d'orage, tout va exploser.
- A 2**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 45 - Ouvrez l'œil
 20 h 00 - Journal
 20 h 30 - La tête et les jambes
 21 h 55 - Le royaume normand de Sicile. Documentaire.
 22 h 50 - Bande à part. Vivre aux jardies. 41 personnes réunies vivent ensemble dans la maison qu'elles ont conçue.
 23 h 20 - Journal
- FR 3**
 19 h 20 - Actualités régionales
 19 h 40 - Tribune libre
 19 h 55 - Flash journal
 20 h 00 - Les jeux de vingt heures
 20 h 30 - L'homme de l'ouest. Film américain d'Anthony Mann (1958) en version française. Avec Gary Cooper. Western noir, les bandits n'ont plus de cœur, ce sont des tueurs et l'Ouest n'est plus ce qu'il était : le crépuscule du western classique.
 22 h 05 - Journal.

Le directeur de *Literatournaya Gazeta* à TF 1

LE CYNISME

Jeudi soir, TF 1 invitait à l'émission «L'événement», Alexandre Tchakovsky, directeur de *Literatournaya Gazeta* (hebdomadaire de l'Union des écrivains soviétiques) à s'entretenir des «droits de l'homme et la condition des écrivains en URSS et la réforme de la constitution soviétique» avec Jean Daniel du *Nouvel Observateur*, Georges Suffert du *Point*, Jean d'Ormesson du *Figaro*. D'emblée, l'émission se plaçait sur le terrain de la liberté d'expression en URSS. Dans un premier temps, elle semblait s'embourber. On pouvait penser que Tchakovsky voulait détourner le débat : la litanie des affirmations insipides sur la plus large démocratie soviétique s'entamait, interrompue d'éloges sur la France des grands écrivains, etc.

Devant l'insistance des questions, il devenait évident que Tchakovsky n'a-

vait nullement l'intention de fuir, mais qu'il était là pour soutenir la répression à laquelle il participe activement depuis des années avec son journal.

«Pliouchtch est-il fou, oui ou non ?». Première réponse : «Vous m'avez mis dans l'impasse (?)».

«Sans avoir de spécialité médicale, ni la profession de psychiatre, jamais de ma vie je ne prendrai sur moi l'audace d'affirmer que quelqu'un est fou». Deuxième réponse : «Ce genre de maladie est une question si intime que discuter de ce problème en présence de personnes tierces et de tant de personnes, c'est un peu manquer de... tact». Mais enfin «il est inadmissible, immoral d'utiliser les malades mentaux dans des buts politiques». Ainsi donc, Pliouchtch est bien fou, et avec lui toute personne qui dénonce et lutte contre la répression en URSS.

A propos des procès des signataires de la Charte 77 en Tchécoslovaquie : «Je ne suis pas informé».

Mais, ajoute-t-il, «si vous pensez que la signature d'un manifeste est une garantie pour ne pas commettre des délits de droit commun, vous avez tort». Ainsi donc, tout dissident, s'il n'est pas fou, est obligatoirement un détenu de droit commun.

Dans la fin de l'émission qui s'enlisait sur Soljenitsyne, à l'initiative de Julien Besançon, Tchakovsky était à l'aise pour dénoncer le caractère réactionnaire, voire fascisant des positions de Soljenitsyne et faire conclure (sans le dire) à l'amalgame facile entre les positions réactionnaires de Soljenitsyne et l'ensemble des dissidents. Amalgame auquel se prétaient bien volontiers les participants de l'émission. A partir de là, il développait l'argumentation selon laquelle toute personne luttant contre le capitalisme avait

raison et que toute personne luttant contre le socialisme et le communisme, était son adversaire. Mais personne n'était là pour lui rétorquer que l'URSS n'était plus depuis longtemps socialiste.

Le cynisme le plus odieux, le plus brutal s'était étalé. Ponomarev au Sénat, Brejnev en juin dernier à la télévision s'étaient permis l'un de réprimander, l'autre de menacer ouvertement sur les questions militaires. Tchakovsky à son tour, sur la répression, ne s'embarrassait ni d'explications, ni de justifications. En France, comme en URSS, comme en Tchécoslovaquie, il faudrait croire sur parole. Si vous pensez autrement, vous avez tort, nous a-t-il asséné, et en URSS ou dans les pays dominés, vous êtes malade mental ou détenu de droit commun. L'image de marque du fascisme soviétique ne pouvait en effet mieux se préciser.

Elise

ou

la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 106^e épisode
 copyright Édition Denoël

Quelquefois, j'ai l'impression que la Terre tourne dans un sens mais que Lucien et moi nous tournons dans le sens opposé, comme des équilibristes, au cirque.

Gilles avait terminé son verre. Il regardait par la vitre habillée de rhodia. Je devinais qu'il n'avait pas aimé ce que je venais de dire.

— Dans un sens, ce n'est pas plus mal, dit-il. Il sera pris en main, traité, guéri. Ça durera quelques mois. D'ici là...

Le garçon s'approchait. Gilles l'appela. Je crus qu'il fallait finir et se lever. Je bus le restant de mon verre d'un seul trait.

— Un autre demi, dit Gilles. Et vous, Élise ? Pour que durât cette soirée, j'acceptai. J'avais envie de parler comme le premier soir, avec Arezki. Une envie de tout dire, le passé, le présent, le mauvais et le moins mauvais. Et maintenant que vous savez, débrouillez cela et parlez-moi à votre tour !

Je décrivis Anna, Henri, Marie-Louise ; je parlai de ce que je connaissais : l'affichage nocturne, les réunions, la peinture, l'étuve ; et de ce que je devinais : les conversations épuisantes avec Anna, les veilles, le manque d'argent. J'arrivai à la scène, devant l'usine.

— J'en ai entendu parler, dit-il. Le lendemain, à la cantine, quand je l'ai salué, c'est à peine s'il m'a répondu. Nous avions sympathisé, au début. Il m'intéressait. Nous nous étions affrontés aussi. Lui, vous, les autres, vous avez votre travail en horreur. Je ne suis pas d'accord. Il faut faire bien ce que vous faites. Vous bâclez, vous cochonnez. J'en comprends la cause. Vous vendez vos bras, oui, et pour si peu. Mais respectez votre ouvrage qui est aussi celui des autres. Vu sous un certain angle, ce n'est pas beau, la chaîne ?

Je protestai :

— Et les cadences ?

— Oui et oui. Là, je suis avec vous, là je me bats pour vous. Et vous sciez mes armes parce que vous travaillez mal.

— Nous travaillons mal parce que nous n'avons pas le temps de travailler.

Je m'étouffais. Les bières étaient devant nous. Une machine à musique répétait « Julie, Julie la rousse ».

— Enfin, dit-il, comment vous êtes-vous retrouvés là-dedans tous les deux ? Vous n'avez donc jamais été suivis, conseillés, aidés ? Vous êtes partis dans la mauvaise direction.

Je savais que j'étais rouge. Je sentais la sueur coulant sous mes bras. Il fallait que je me calme et que je laisse Gilles parler. Il me raconta les débuts de Lucien, ses naïvetés, ses outrances. Je connaissais tout cela. Il me montra ses erreurs et m'en expliqua les raisons. Il ne niait pas le racisme des ouvriers, il accusait la grande mécanique sociale qui charriait les hommes, le système et ses rouages.

— Si le bicot n'existait pas, on inventerait quelqu'un d'autre. Comprenez, face à l'Arabe, ils s'affirment. Ajoutez l'ignorance, l'inculture, la peur de ce qui ne vous ressemble pas, la guerre par-là-dessus... Tout cela, il faut l'extirper habilement par un long et patient travail et non par l'action brutale, directe et anarchique.

Il ne m'avait pas convaincue. Je m'identifiais à mon frère, ses outrances devenaient miennes. La bière aidant, je lui demandai s'il s'était senti d'accord lorsque le Parti blâmait l'aide directe aux militants algériens.

Les syndicats face à 78

● Nationalisation des filiales ! C'est le grand thème public de discord de la gauche. Le PCF, et derrière lui la direction CGT, prétend qu'il n'est pas possible de réaliser un minimum d'avancée dans les mesures sociales si un «certain seuil» de nationalisation n'est pas atteint. Il faut, disent-ils, que le nombre des nationalisations effectué permette «d'orienter différemment l'économie».

Seulement, un examen attentif des 729 entreprises visées, montre que dans l'écrasante majorité de celles-ci, la CGT a une place prépondérante, voire hégémonique ! «L'orientation différente de l'économie» dans ces conditions donne matière à réflexion*.

Dans les sections syndicales de ces entreprises nationalisables, ça discute, souvent ferme. Il y a ceux qui sont résolument pour et d'autres farouchement contre. Mais, la très grande majorité des

militants s'interroge. Et les questions sont nombreuses. Les extraits de la discussion que nous avons eu avec des syndicalistes CGT de PCUK-Levallois le montrent.

Qui aura le pouvoir dans ces entreprises nationalisées ? A l'usine du Carbone de Genevilliers (dont PUK détient 35 % du capital) le PCF a organisé un «référendum» pour la nationalisation. Le résultat du vote, en fin de compte n'est guère représentatif des idées que les travailleurs se font des nationalisations, et ne donne évidemment aucune indication sur les réticences que nous avons rencontrées chez ces travailleurs.

G.P.

* : Quand on sait la manière dont les militants du PCF trustent à tous les niveaux les positions dans l'appareil CGT.

UNE CERTAINE CONCEPTION DE LA GESTION DÉMOCRATIQUE



Rhône-Poulenc, PUK, Thomson-Brandt, CGE, Roussel Uclaf... Mais qui aura le pouvoir ?

QUI AURA LE POUVOIR DANS LES ENTREPRISES NATIONALISÉES ?

● Le Carbone-Lorraine, filiale de PUK qui détient 35 % du capital, emploie 960 travailleurs dont 700 ouvriers (70 % d'immigrés). Cette usine travaille pour l'électroménager, la SNCF (traction électrique) et aussi pour l'armée.

Mardi dernier, la section du PCF appelait les travailleurs à se prononcer par «référendum» sur la nationalisation de leur entreprise. Les résultats de la consultation pourraient, à première vue et au niveau des chiffres, traduire un soutien total aux positions du PCF : sur 487 exprimés, (soit à peine 50 % des effectifs) en tenant compte que dans cette initiative l'ingénieur est mis sur le même pied que l'OS, 415 voix se sont prononcées pour.

Mais, plus intéressante est l'idée que les travailleurs du Carbone se font des nationalisations. Dans ses commentaires, le PCF n'en parle pas.

mander des comptes, car de toutes façons, nous à la CFDT et même les ouvriers de la CGT ; nous jouerons notre rôle de syndicats ; on ne peut gérer et défendre les travailleurs en même temps».

«Je travaille depuis 30 ans au Carbone ; j'ai voté pour parce que peut-être qu'ils tiendront leurs promesses, mais je n'y crois guère. Les délégués, une fois élus, on ne sait plus ce qu'ils font. Et puis, bien souvent on les retrouve petit chef ou agent de maîtrise peu après les élections ; c'est la carotte du patron pour les calmer. N'empêche qu'ils marchent souvent dans la combine». Cette réflexion souvent entendue dans l'usine du Carbone, témoigne du doute profond sur les intentions réelles du PCF. Extension des droits et pouvoir pour le PCF et le personnel d'encadrement, certainement. Sur la conception de la démocratie les commentaires de «La voix populaire» donnent une réponse alléchante : «Pouvoir exprimer ce que l'on pense et surtout pouvoir dire quand on n'est pas d'accord, c'est la démocratie. C'est un droit de ne pas être du même avis que le PCF, encore faut-il que ce droit existe». Cela reste à voir : il n'y a pas si longtemps, c'est le PCF qui empêchait les délégués combattifs de la Général Motors de s'exprimer en assemblée générale pendant la grève.

Mais, de toutes façons, au Carbone, l'idée c'est plutôt «contre les licenciements prévus pour la fin de l'année, contre les mauvaises conditions de travail (dermatose provoquée par le silice, et le goudron chaud ne sont pas reconnus comme maladies professionnelles), contre les salaires de misère, il faudra lutter, contre le patron de droite ou le conseil d'administration de gauche».

Dans cette optique, le vote des travailleurs du Carbone sur la nationalisation est plus un défi lancé au PCF qu'une adhésion massive à ses propositions.

Corr. Genevilliers

POURQUOI NATIONALISER ?

Table ronde avec des militants CGT de PCUK-Levallois (Extraits)

Pourquoi le PCF ne veut pas descendre en dessous de 729 nationalisations ?

— Paul : Ce qui n'est pas clair, c'est de savoir si le problème réel est bien la question du nombre de nationalisations ; où est-ce seulement une façade visant à masquer les contradictions entre les tenants de l'Union de la gauche ? Moi je pense que derrière la rupture, il y a des visions de société différentes des partis de gauche. Et pourtant un accord a été signé en 1972 pour une gestion de la société sur une base capitaliste... Cela dit, le PCF s'appuie sur un certain nombre d'aspirations des travailleurs telles que : «Pas de socialisme si l'on ne fait pas un minimum de nationalisations...»

— Bernard : Les 729 nationalisations correspondent à ce qui était prévu dans le Programme commun de 72 à savoir la nationalisation des 9 groupes. Mais la divergence actuelle ne porte pas là-dessus. 729, c'est le seuil minimum pour récupérer la somme de fric nécessaire pour satisfaire les revendications des travailleurs...

— Robert : Nationaliser, mais pour qui ? Les nationalisations de 1945 servent aujourd'hui le secteur privé (EDF, SNCF, etc.)

— Bernard : A l'heure ac-

tuelle ce qui est déterminant, c'est l'économie, c'est la capacité de pouvoir utiliser à plein les machines... Des régions entières sont assassinées... Si l'on arrête cet assassinat, on peut demander un effort aux travailleurs pour développer une production qui satisferait leurs besoins...

— Robert : Mais nous ferons l'héritage de machines qui ont été conçues par le capitalisme pour rapporter du profit... Pousser à plein la production de fonte, en quoi cela intéressera les travailleurs ? Comment va-t-on l'écouler ? On ne va pas la distribuer aux travailleurs...

— Bernard : En fait derrière tout cela, il y a la question du pouvoir dans les entreprises : les 729 nationalisations demandées par le PCF, le sont dans des endroits où il pourra s'assurer du pouvoir (contrôle de l'appareil de production)... Cela ne concernera que 500 000 travailleurs. Mais ce sera dans les secteurs clés de l'économie et de l'industrie... Tenir la chimie, la métallurgie, la sidérurgie, enfin l'ensemble de l'industrie lourde, cela est déterminant...

— Bernard : Si c'est la CGT qui prend ces leviers-là, cela donnerait des possibilités réelles de récupérer du fric et permettrait de réorienter l'économie...

— Robert : On peut avoir des craintes à ce sujet, car Marchais ne veut pas réorienter l'économie différemment et pas fondamentalement de ce qu'elle est aujourd'hui... C'est leur fameux leitmotiv : «Augmenter les salaires, ce qui permettrait de consommer plus, donc d'acheter, donc de créer des emplois, etc.»

SUR LA GESTION DÉMOCRATIQUE, PAUL MILITANT CFDT A SOCHAUX DONNE SON POINT DE VUE

— QDP : A travers les nationalisations, que vise le PCF ?

— Paul : Le PCF veut contrôler tout le secteur nationalisé, car il y a un projet distinct du PS. Le parti de Marchais veut influencer la classe ouvrière pour qu'elle lui donne les moyens du pouvoir, avec un fonctionnement différent de la société.

— Quelle différence y-a-t-il avec les nationalisations de 45 ?

— La bourgeoisie avait accordé les Comités d'entreprise pour intégrer les organisations ouvrières au fonctionnement capitaliste, pour les brancher sur la gestion des «œuvres sociales» comme les colonies de vacances ou autres. C'était gérer la misère au lieu de lutter. La prise de contrôle par l'État, c'était aussi un moyen de leurrer les travailleurs pour les faire participer à la relance d'après-guerre.

Si aujourd'hui il y a nationalisation par la gauche, c'est pour que les C.E. servent de «courroies de transmission» au gouvernement de gauche pour mieux canaliser la classe ouvrière.

— Pourquoi ce choix des 729 nationalisations ?

— Je ne m'étais pas posé la question mais quand j'y pense il est probable que ces usines choisies, le PCF est sûr d'en avoir le contrôle sur le terrain par l'intermédiaire de ses hommes dans l'appareil CGT. Je connais un peu l'Alsthom à Belfort, la CGT y est majoritaire. Et là-dedans, le PC contrôle le C.E. et tous les postes-clés.

«En votant oui au référendum de mardi, vous permettez sans aucun doute d'approcher le moment du véritable changement : augmentation des salaires, augmentation de 50 % des prestations familiales, retraites à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, autogestion de l'entreprise». Disait «La voix populaire» bulletin du PCF. C'est ainsi que la

section de Genevilliers du PCF entendait transformer les interrogations des travailleurs sur les divisions de la gauche en un soutien inconditionnel aux positions du PCF. Le choix à faire était le suivant : «Oui, je partage cette opinion» ou «non, je suis en désaccord». Nuance subtile qui permet d'assimiler ceux qui pensent que la nationalisation ne changera rien à leur condition à ceux qui refuseraient les revendications des travailleurs. Par exemple, le chef du personnel, cité comme exemple de ceux qui «ont exprimé leur désaccord».

La section CFDT du Carbone avait appelé à l'absentisme. «Dans une lettre distribuée avec le bulletin du PCF, Waldeck-L'huillier, député des Hauts-de-Seine, est allé jusqu'à organiser la confusion ; il a affirmé qu'entre les propositions de la CFDT et celles du PCF, il n'y avait pas de désaccord, qu'il (PCF) était aussi pour les conseils d'ateliers...», explique ce militant CFDT. «C'est crapuleux, mais on n'a pas été dupes. Les nationalisations, les conseils d'ateliers, cela dépend de ce qu'on met dedans», ajoute-t-il, «bien sûr, la gestion démocratique, ça va changer quelque chose : on élira des délégués au conseil d'administration, c'est tout ! Est-ce donner tant soit peu de pouvoir aux travailleurs ? certainement pas. C'est leur en donner à eux, au PCF. Par contre, qu'ils s'attendent à ce que les travailleurs aillent leur de-